

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

DIAC

Société anonyme au capital de 415 100 500 Euros
Siège social : 14 avenue du Pavé-Neuf
931608 Noisy-Le-Grand
702 002 221 R.C.S. BOBIGNY

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2024

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l’Assemblée Générale, nous avons effectué l’audit des comptes annuels de la société DIAC S.A. relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu’ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L’opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Conseil d’Administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l’article L. 821-67 du code de commerce.

Fondement de l’opinion

Référentiel d’audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes annuels de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Appréciation du risque de crédit et dépréciations des créances avec la clientèle afférente au bilan

Risque identifié	<p>DIAC S.A. constitue des provisions pour dépréciation afin de couvrir les risques de non- recouvrement des créances de crédits accordés à la clientèle et aux concessionnaires.</p> <p>Comme indiqué dans les parties 3 B) Crédits à la clientèle et au réseau non titrisés et 3 D) Opérations de crédit-bail et assimilés non titrisés de l’annexe aux comptes annuels, les dépréciations pour risque de crédit sont calculées sur une base individuelle ou selon une méthode statistique, en fonction du classement comptable des créances au bilan (incidentées non douteuses, restructurées, douteuses, douteuses compromises).</p>
------------------	---

	<p>Nous avons considéré que les dépréciations pour risque de crédit constituent un point clé de l'audit compte tenu de l'importance du montant des créances à la clientèle et au réseau des concessionnaires à l'actif du bilan, de l'utilisation de nombreux paramètres et hypothèses dans le calcul des dépréciations déterminées de manière statistique, et de l'exercice important du jugement intervenant dans leur détermination.</p> <p>Les provisions comptabilisées au bilan au titre du risque de crédit sont présentées dans la Note 2 : Opérations avec la clientèle et la Note 6 : Crédit-bail et location avec option d'achat de l'annexe aux comptes annuels selon le classement des créances au bilan.</p>
Notre réponse	<p>Avec l'appui de nos experts en risque de crédit et de nos spécialistes en informatique, nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Evaluer les contrôles clés mis en place pour valider les changements de paramètres et les hypothèses clés qui soutiennent le calcul de dépréciations ; • Apprécier les dépréciations comptabilisées et notamment les provisions individuelles à dire d'expert ; • Tester la qualité des interfaces applicatives des systèmes d'information qui supportent le calcul et la comptabilisation des provisions pour dépréciations sur le risque de crédit ; • Examiner le processus mis en place pour s'assurer de l'exhaustivité et de la qualité des données utilisées pour la détermination des dépréciations ; • Réaliser des procédures analytiques sur l'évolution des créances à la clientèle et au réseau de concessionnaires, et des dépréciations pour risque de crédit afférentes par rapport à l'exercice précédent ; • Examiner la conformité des informations publiées dans les notes de l'annexe aux comptes annuels au regard des règles comptables applicables.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-4 et L. 22-10-10 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes annuels dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes consolidés et annuels présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 45112 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du directeur général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Par ailleurs, il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société DIAC S.A. par l'assemblée générale du 22 mai 2014 pour le cabinet KPMG S.A. et du 20 mai 2020 pour le cabinet Forvis Mazars.

Au 31 décembre 2024, le cabinet KPMG était dans la 11^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Forvis Mazars dans la 5^{ème} année de sa mission.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Conseil d'Administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au Conseil d'Administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce

Nous remettons au Conseil d'Administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Conseil d'Administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Conseil d'Administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Conseil d'Administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les Commissaires aux comptes
Courbevoie et Paris-La-Défense, le 25 avril 2025

Forvis Mazars S.A.
Anne VEAUTE
Associé

KPMG S.A.
Ulrich SARFATI
Associée

BILAN

ACTIF - en milliers d'euros	Notes	12/2024	12/2023
Créances sur les établissements de crédit	1	4 591 455	3 949 313
Opérations avec la clientèle	2	5 238 365	4 406 197
Obligations et autres titres à revenu fixe	3	703 310	715 969
Actions et autres titres à revenu variable	4	2	2
Parts dans les entreprises liées	5	81 387	81 387
Crédit-bail et location avec option d'achat	6	4 756 349	3 515 433
Immobilisations incorporelles	7	1 900	2 268
Immobilisations corporelles	8	12 067	12 092
Autres actifs	9	499 554	456 217
Comptes de régularisation	10	36 772	188 496
TOTAL ACTIF		15 921 161	13 327 374
PASSIF - en milliers d'euros	Notes	12/2024	12/2023
Dettes envers les établissements de crédit	11	14 507 065	11 921 572
Opérations avec la clientèle	12	66 616	59 207
Dettes représentées par un titre	13	29 833	149 550
Autres passifs	14	200 636	170 174
Comptes de régularisation	15	541 656	411 800
Provisions	16	180 418	183 303
Dettes subordonnées	17	184 579	9 315
Capitaux propres		210 358	422 453
Capital souscrit	18	415 101	415 101
Réserves	18	41 510	41 510
Report à nouveau	18	(34 157)	824
Résultat de l'exercice	18	(212 096)	(34 982)
TOTAL PASSIF		15 921 161	13 327 374

ENGAGEMENTS HORS-BILAN

En milliers d'euros	Notes	12/2024	12/2023
Engagements donnés	19	1 214 107	1 973 988
Engagements de financement		774 658	793 227
Autres engagements donnés		439 449	1 180 761
Engagements reçus	20	11 362 401	6 189 920
Engagements de financement		3 500 000	
Engagements de garantie		7 862 401	6 189 920

COMPTE DE RESULTAT

En milliers d'euros	Notes	12/2024	12/2023
Intérêts et produits assimilés	22	443 101	396 146
Intérêts et charges assimilées	23	(644 882)	(443 294)
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	24	2 944 089	2 699 558
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	24	(2 832 686)	(2 437 835)
Revenus des titres à revenu variable	25	222 186	185 737
Commissions (Produits)	26	24 123	21 528
Commissions (Charges)	26	(775)	(901)
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	27	(22 698)	(33 169)
Autres produits d'exploitation	28	230 628	203 901
Autres charges d'exploitation	29	(50 346)	(26 094)
PRODUIT NET BANCAIRE		312 740	565 577
Charges générales d'exploitation	30	(374 223)	(359 819)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		(3 931)	(4 792)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		(65 414)	200 966
Coût du risque	31	(146 806)	(202 347)
RESULTAT D'EXPLOITATION		(212 220)	(1 381)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		(212 220)	(1 381)
Impôts sur les bénéfices	32	124	(33 601)
RESULTAT NET		(212 096)	(34 982)

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX

DIAC S.A est une société anonyme à conseil d'administration, au capital de 415 100 500 euros entièrement libérés, entreprise soumise à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires des établissements de crédit et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le n° SIREN 702 002 221.

Le siège social de DIAC S.A est situé au 14, avenue du Pavé-Neuf, 93168 Noisy-le-Grand CEDEX.

DIAC S.A a pour principale activité le financement du Groupe Renault et ses marques, Nissan et Mitsubishi.

1. APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS

Les comptes sociaux de DIAC S.A, pour l'année 2024, ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 6 mars 2025 et ont été présentés pour approbation à l'Assemblée Générale du 20 mai 2025.

Pour mémoire, les comptes sociaux de DIAC S.A, pour l'année 2023, ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 5 mars 2024 et présentés pour approbation à l'Assemblée Générale Ordinaire du 20 mai 2024.

Les comptes sociaux sont exprimés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

2. FAITS MARQUANTS

L'activité de titrisation en 2024 :

Mobilize Financial Services France a mis en place une nouvelle titrisation publique adossée aux crédits à la clientèle originés par Mobilize Financial Services France (compartiment « Cars Alliance Auto Loans France v2024-1 »). Lors de cette opération Mobilize Financial Services France a émis 700 M€ d'obligations senior, 65,1 M€ d'obligations mezzanine et 48,86 M€ d'obligations junior.

Mobilize Financial Services France a par ailleurs étendu d'une année supplémentaire la période de rechargement de sa titrisation privée adossée à la composante valeur résiduelle de créances de location avec option d'achat (LOA originées par Mobilize Financial Services France (compartiment « Cars Alliance Auto Leases France RV MASTER »).

3. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de Mobilize Financial Services France sont établis conformément aux principes comptables généralement admis et aux dispositions de la réglementation applicable aux établissements de crédit en France.

Mobilize Financial Services France applique le règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 modifié du Règlement n° 2020-10 du 22 décembre 2020 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

En outre, conformément à ce règlement, les commissions versées aux apporteurs d'affaires, ainsi que les bonifications reçues, frais de dossiers et autres charges ou produits étalables sont présentés au bilan, avec l'encours de crédit concerné (opérations avec la clientèle) ou avec le compte rattaché de l'actif immobilisé concerné.

A) Evolution des principes comptables d'évaluation et de présentation de comptes.

Il n'y a pas eu d'évolution significative en termes d'évaluation ou de présentation des comptes au cours de l'année.

B) Crédits à la clientèle et au réseau non titrisés

Les crédits à la clientèle et au réseau figurent au bilan pour leur valeur nominale déduction faite des provisions pour dépréciation.

Toute créance présentant un risque avéré de non-recouvrement partiel ou total est classée parmi l'une des deux catégories suivantes :

- Encours douteux : le classement en créance douteuse intervient si un des deux critères, quantitatif ou qualitatif, est rempli.
 - o Critère quantitatif : un seuil absolu de créances impayées, de 100 euros pour les encours grand public, de 500 euros pour les encours entreprises, et un seuil relatif des impayés de 1 % sont dépassés depuis plus de 90 jours consécutifs pour une contrepartie.
 - o Critère qualitatif : des signes d'une probable absence de paiement apparaissent pour les contreparties dont la gestion est assurée par les services contentieux suite à déchéance du terme, surendettement, ouverture d'une procédure judiciaire, fraude....
- Encours douteux compromis : l'identification des encours compromis intervient lors de la prononciation de la déchéance du terme en raison de la situation financière dégradée de la contrepartie. En l'absence de déchéance du terme, elle intervient un an au plus tard après le passage en douteux des encours du client.

A compter de la date à laquelle la contrepartie ne remplit plus aucun critère douteux et n'a plus d'impayé, une période probatoire de 3 mois est appliquée avant de revenir en non douteux.

Les encours identifiés comme restructurés au sens de l'article 2221-5 du règlement 2014-07 de l'ANC correspondent exclusivement à des créances faisant l'objet d'un plan dans le cadre de la loi française sur le surendettement. Lorsque les échéances du plan de surendettement ne sont pas respectées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux compromis et l'intérêt cesse d'être comptabilisé.

Les encours restructurés présentent historiquement un risque de perte élevé et leur traitement en gestion suit celui du contentieux, ce qui conduit notamment à les inclure dans les bases de calcul du provisionnement. La provision correspondante est représentative de la perte attendue dans les classes de risque auxquelles appartiennent les encours restructurés.

Par conséquent, les encours restructurés sont présentés non pas dans une subdivision des encours sains faisant apparaître une décote, mais parmi les encours douteux couverts par une provision.

Une approche de dépréciation sur base individuelle est appliquée à l'activité Clientèle. Elle vise à estimer la perte finale sur l'encours douteux, l'encours compromis et l'encours avec incident de paiement, contrat par contrat. Les créances « Clientèle » sont dépréciées selon leur groupe de risque représentatifs des types de financement et des biens financés.

Les flux prévisionnels utilisés dans le cadre de la dépréciation individuelle sont déterminés par l'application au montant des créances lors du défaut, d'un taux de récupération périodique en fonction de la durée écoulée suite au passage en douteux. Les flux de récupération sont projetés sur une durée de plusieurs années à l'issue de laquelle le dernier flux représente un forfait des récupérations au-delà de cette durée. Les taux de récupération utilisés résultent de l'observation des récupérations réelles, lissées sur une période de 12 mois.

La dépréciation sur encours douteux est calculée en comparant la valeur recouvrable estimée, constituée des flux de récupération prévisionnels actualisés, avec la valeur comptable des créances concernées.

L'encours incidenté non douteux est déprécié en tenant compte de la probabilité de passage en douteux et sur la base d'un taux de récupération au moment du passage en douteux. Il s'agit d'incurred loss, le fait avéré étant constitué par un défaut de paiement inférieur à 3 mois.

En complément, une provision complémentaire d'expertise sur base statistique est également constatée.

Les dépréciations pour risques de crédit de l'activité réseau sont calculées selon 4 types de créances : saine, incidentée, douteuse et compromise, dont les faits générateurs et le principe de calcul sont décrits ci-après.

L'estimation des pertes à provisionner sur les créances incidentées se base exclusivement sur des méthodes statistiques. Le classement dans la catégorie des créances incidentées est toujours généré par des faits tels que : dégradation de la structure financière, perte de rentabilité, irrégularité de paiement, anomalie des contrôles de stock.

Les dépréciations pour créances douteuses sont déterminées de façon unitaire et individuelle en fonction des encours produits (véhicule neuf, véhicule d'occasion, pièces de rechange, cash, ...) et selon une classification des contreparties en état de pré-alerte ou en état d'alerte et après une dégradation continue et critique des indicateurs cités ci-dessus par les opérationnels du groupe Mobilize Financial Services France.

En complément, une provision complémentaire d'expertise sur base statistique est également constatée.

C) Crédits à la clientèle et au réseau titrisés

Mobilize Financial Services France titrise la grande majorité de son portefeuille d'encours de crédit à la clientèle et réseau. Ces cessions sont effectuées conformément aux dispositions de la loi du 23 décembre 1998 modifiée le 22 décembre 2010.

Les créances titrisées

Les créances cédées présentent les caractéristiques principales suivantes :

- Les prêts doivent être consentis à des personnes physiques (hors personnel du groupe Renault) ou à des entreprises (hors Agents Renault) résidant en France métropolitaine sur une durée initiale inférieure ou égale à 6 ans ;
- Les prêts sont affectés à l'acquisition d'un véhicule automobile neuf ou d'occasion ;
- Les prêts sont rémunérés à taux fixe avec une marge minimum de 1 % et à paiement mensuel ;
- Les prêts doivent avoir fait l'objet d'au moins une facturation avant leur cession ;
- Les créances titrisées ne doivent faire l'objet d'aucun impayé à la date de leur cession ;
- Une créance titrisée sur un FCT reste sur celui-ci et doit être rachetée par Mobilize Financial Services France pour être éventuellement recédée sur un autre FCT.

Les encours sont cédés le 21 de chaque mois, rétroactivement en date de jouissance au 1^{er} jour du mois de la cession. Cette dernière est réalisée avec une décote calculée sur chaque créance et comptabilisée dans les comptes de Mobilize Financial Services France en perte dès la cession au fonds. Cette perte est étalée dans chaque FCT et restituée en cas de rachat de la créance par Mobilize Financial Services France.

Conformément au règlement 2014-07 de l'ANC, les créances cédées cessent de figurer à l'actif du bilan (opérations avec la clientèle) de Mobilize Financial Services France à la date de remise du bordereau de cession.

Les véhicules d'Emission

Cars Alliance Auto Loans France

Master Cars Alliance Auto Loans France v2022-1

Cars Alliance Auto Loans France v2024-1

Cars Alliance DFP France (adossé à des créances de dealer floor plan)

Reversement des flux liés aux contrats titrisés

Après cession, Mobilize Financial Services France continue à assurer les diverses opérations de gestion portant sur ces créances notamment leur recouvrement. A ce titre, Mobilize Financial Services France perçoit mensuellement une commission de recouvreur d'affaires. Celle-ci est comptabilisée en produit de commissions.

Les produits nets associés aux contrats cédés, encaissés par la société et reversés aux fonds, correspondent principalement :

- Aux intérêts des contrats à partir de la date de jouissance de la cession ;
- Aux intérêts de retard et indemnités sur impayés ;
- Aux abandons de créances sur contrats douteux titrisés

Ces produits et charges sont donc extournés des comptes de la société (Intérêts sur opérations avec la clientèle) au fur et à mesure de leur reversement aux FCT.

Les fonds communs de titrisation assument le risque client de non-recouvrement. A ce titre, une provision pour dépréciation est enregistrée dans les livres des FCT équivalente à :

- 100 % des créances échues impayées sur les contrats titrisés sains, incidentés ou douteux ;
- 100 % des créances à échoir sur les contrats titrisés douteux.

Les reversements de fonds s'effectuent tous les jours via un compte d'affectation spéciale ouvert pour chaque FCT. Une régularisation est effectuée le 21 de chaque mois sur la base des encaissements réalisés par Mobilize Financial Services France au cours du mois M-1 minorée des reversements déjà réalisés.

Les mécanismes de couverture des risques

Pour garantir ses obligations de reversement, Mobilize Financial Services France a constitué des réserves en faveur des FCT qui sont comptabilisées à l'actif de Mobilize Financial Services France en opérations avec la clientèle et donnent lieu à rémunération.

Le risque de défaillance des clients titrisés est couvert principalement par les obligations junior émises par les FCT et retenues par Mobilize Financial Services France.

Dans le cadre de ses titrisations, la société Mobilize Financial Services a souscrit aux :

- obligations B non notées émises par le FCT Cars Alliance Auto Loans France Master
- obligations C non notées émises par le FCT Cars Alliance Auto Loans France v2022-1
- obligations C non notées émises par le FCT Cars Alliance Auto Loans France v2024-1

Rémunération des parts résiduelles

Dans le but d'appréhender le résultat du FCT, Mobilize Financial Services France a souscrit aux parts résiduelles émises par le FCT. Celles-ci sont comptabilisées à l'actif de la société en titres de placement à revenu variable.

Le résultat des FCT est distribué tous les mois et comptabilisé en produit chez Mobilize Financial Services France lors de son encaissement.

D) Opérations de crédit-bail et assimilées non titrisées

Les immobilisations faisant l'objet de contrats de crédit-bail, de location avec option d'achat ou de location longue durée figurent à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition, diminuées des amortissements pratiqués. Le coût d'acquisition comprend l'ensemble des frais accessoires d'acquisition inclus dans le montant du financement accordé et servant de base à la détermination des loyers.

Les amortissements sont déterminés en fonction de la durée normale d'utilisation des biens concernés, à savoir :

- Selon le mode linéaire (véhicules particuliers et véhicules utilitaires), ou dégressif (certains véhicules industriels et biens d'équipement).
- Sur des durées variant de 4 à 7 ans selon le type de matériel.

Les loyers perçus au titre de ces opérations sont rapportés au résultat de l'exercice en fonction d'un étalement linéaire calculé sur la durée des contrats.

Toute créance présentant un risque avéré de non-recouvrement partiel ou total est classée parmi l'une des deux catégories suivantes :

- Encours douteux : le classement en créance douteuse intervient si un des deux critères, quantitatif ou qualitatif, est rempli.
 - Critère quantitatif : un seuil absolu de créances impayées, de 100 euros pour les encours grand public, de 500 euros pour les encours entreprises, et un seuil relatif des impayés de 1 % sont dépassés depuis plus de 90 jours consécutifs pour une contrepartie.
 - Critère qualitatif : des signes d'une probable absence de paiement apparaissent pour les contreparties dont la gestion est assurée par les services contentieux suite à déchéance du terme, surendettement, ouverture d'une procédure judiciaire, fraude....
- Encours douteux compromis : l'identification des encours compromis intervient lors de la prononciation de la déchéance du terme en raison de la situation financière dégradée de la contrepartie. En l'absence de déchéance du terme, elle intervient un an au plus tard après le passage en douteux des encours du client.

A compter de la date à laquelle la contrepartie ne remplit plus aucun critère douteux et n'a plus d'impayé, une période probatoire de 3 mois est appliquée avant de revenir en non douteux.

Les contrats identifiés comme restructurés au sens de l'article 6 du règlement 2005-03 correspondent exclusivement à des créances faisant l'objet d'un plan dans le cadre de la loi française sur le surendettement. Lorsque les échéances du plan de surendettement ne sont pas respectées, elles sont immédiatement déclassées en encours douteux compromis et les loyers cessent d'être comptabilisés.

Les encours restructurés présentent historiquement un risque de perte élevé et leur traitement en gestion suit celui du contentieux, ce qui conduit notamment à les inclure dans les bases de calcul du provisionnement. La provision correspondante est représentative de la perte attendue dans les classes de risque auxquelles appartiennent les encours restructurés.

Par conséquent, à titre dérogatoire, les créances restructurées non compromises sont présentées non pas dans une subdivision des créances saines faisant apparaître une décote, mais parmi les créances douteuses couvertes par une provision.

Une approche de dépréciation sur base individuelle est appliquée aux créances échues. Elle vise à estimer la perte finale sur l'encours douteux, l'encours compromis et l'encours avec incident de paiement, contrat par contrat. Ces créances sont dépréciées selon leur groupe de risque représentatifs des types de financement et des biens financés.

Les flux prévisionnels utilisés dans le cadre de la dépréciation individuelle sont déterminés par l'application au montant des créances lors du défaut, d'un taux de récupération périodique en fonction de la durée écoulée suite au passage en douteux. Les flux de récupération sont projetés sur une durée de plusieurs années à l'issue de laquelle le dernier flux représente un forfait des récupérations au-delà de cette durée. Les taux de récupération utilisés résultent de l'observation des récupérations réelles, lissées sur une période de 12 mois.

La dépréciation sur encours douteux est calculée en comparant la valeur recouvrable estimée, constituée des flux de récupération prévisionnels actualisés, avec la valeur comptable des créances concernées.

L'encours incidenté non douteux est déprécié en tenant compte de la probabilité de passage en douteux et sur la base d'un taux de récupération au moment du passage en douteux. Il s'agit d'incurred loss, le fait avéré étant constitué par un défaut de paiement inférieur à 3 mois.

E) Opérations de crédit-bail et assimilées titrisées

Mobilize Financial Services France titrise la grande majorité de son portefeuille d'encours de location avec option d'achat. Une distinction est effectuée entre les loyers d'une part, et la valeur résiduelle associée aux contrats d'autre part.

Les créances titrisées

Les créances cédées présentent les caractéristiques principales suivantes :

- La location avec option achat doit être consentie à une personne physique (hors personnel du groupe Renault) résidant en France métropolitaine sur une durée initiale inférieure ou égale à 6 ans ;
- La location avec option d'achat concerne un véhicule automobile neuf ou d'occasion ;
- Le loyer est fixe et à paiement mensuel ;
- La créance titrisée ne doit faire l'objet d'aucun impayé à la date de leur cession ;

Les encours sont cédés le 21 de chaque mois, rétroactivement en date de jouissance au 1^{er} jour du mois de la cession. Cette dernière est réalisée avec une décote calculée sur chaque créance et comptabilisée dans les comptes de Mobilize Financial Services France en perte dès la cession au fonds. Cette perte est étalée dans chaque FCT et restituée en cas de rachat de la créance par Mobilize Financial Services France.

Les créances cédées figurent en diminution de l'actif du bilan (crédit-bail et location avec option d'achat) de Mobilize Financial Services France à la date de remise du bordereau de cession.

Les Fonds Commun de Titrisation émetteurs

Cars Alliance Auto Leases France Master

Cars Alliance Auto Leases France v2020-1

Cars Alliance Auto Leases France v2023-1

Cars Alliance Auto Leases France RV Master

Reversement des flux liés aux contrats titrisés

Après cession, Mobilize Financial Services France continue à assurer les diverses opérations de gestion portant sur ces créances notamment leur recouvrement. A ce titre Mobilize Financial Services France perçoit mensuellement une commission de recouvreur d'affaires. Celle-ci est comptabilisée en produit de commissions.

Les produits nets associés aux contrats cédés, encaissés par la société et reversés aux fonds, correspondent principalement :

- Aux loyers des contrats à partir de la date de jouissance de la cession ;
- Aux montants de valeur résiduelle des contrats ;
- Aux intérêts de retard et indemnités de résiliation ;
- Aux abandons de créances sur contrats douteux titrisés

Ces produits et charges sont donc extournés des comptes de la société (sur opérations avec la clientèle) au fur et à mesure de leur reversement aux FCT.

Les fonds communs de titrisation assument le risque client de non-recouvrement. A ce titre, une provision pour dépréciation est enregistrée dans les livres des FCT. Elle est équivalente à :

- 100 % des créances échues impayées sur les contrats titrisés sains, incidentés ou douteux ;
- 100 % des créances à échoir sur les contrats titrisés douteux.

Les reversements de fonds s'effectuent tous les jours via un compte d'affectation spéciale ouvert pour chaque FCT. Une régularisation est effectuée le 21 de chaque mois sur la base des encaissements réalisés par Mobilize Financial Services France au cours du mois M-1 minorée des reversements déjà réalisés.

Les mécanismes de couverture des risques

Pour garantir ses obligations de reversement, Mobilize Financial Services France a constitué des réserves en faveur des FCT qui sont comptabilisées à l'actif de Mobilize Financial Services France en opérations avec la clientèle et donnent lieu à rémunération.

Le risque de défaillance des clients titrisés est couvert principalement par les obligations junior émises par les véhicules d'émission et retenues par Mobilize Financial Services France.

Dans le cadre de ses titrisations, la société Mobilize Financial Services a souscrit aux :

- obligations B non notées émises par le compartiment Cars Alliance Auto Leases France Master

- obligations C non notées émises par le compartiment Cars Alliance Auto Leases France v2020-1
- obligations C non notées émises par le compartiment Cars Alliance Auto Leases France v2023-1
- obligations B non notées émises par le compartiment Cars Alliance Auto Leases France RV Master

Rémunération des parts résiduelles

Dans le but d'appréhender le résultat des véhicules d'émission, Mobilize Financial Services France a souscrit aux parts résiduelles émises par les véhicules d'émission. Celles-ci sont comptabilisées à l'actif de la société en titres de placement à revenu variable.

Le résultat des véhicules d'émission est distribué tous les mois et comptabilisé en produit chez Mobilize Financial Services France lors de son encaissement.

F) Bonifications

Dans le cadre d'opérations promotionnelles, le constructeur et le réseau couvrent l'écart de taux par le biais de bonifications.

Sur le plan comptable, ces dernières sont assimilées à des compléments de loyers et d'intérêts, et par voie de conséquence, étalées sur les durées de vie réelles des contrats bonifiés. Cet étalement est linéaire pour les contrats de crédit-bail. Pour les contrats de crédit, l'étalement est effectué en fonction du taux implicite des contrats. Ces calculs sont effectués contrat par contrat. Sur le plan fiscal, ces bonifications sont retraitées afin d'être soumises à l'impôt lors de l'exercice de paiement par le constructeur ou le réseau.

G) Indemnités et intérêts de retard

Du fait du caractère incertain de leur recouvrement, les indemnités de résiliation et les intérêts de retard sont intégralement provisionnés. La provision est extournée au moment de l'encaissement.

Les indemnités d'assurance sont comptabilisées dès leur exigibilité.

H) Parts dans les entreprises liées

Les parts dans les entreprises liées figurent au bilan à leur coût d'acquisition, hors frais accessoires d'achat, déduction faite des provisions éventuellement constatées. Les dividendes correspondants sont comptabilisés l'année de leur mise en distribution.

I) Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont comptabilisées et amorties selon l'approche par composants. Les éléments d'un ensemble plus ou moins complexe sont séparés en fonction de leurs caractéristiques et de leurs durées de vie ou de leur capacité à procurer des avantages économiques sur des rythmes différents.

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût historique d'acquisition.

Les immobilisations autres que les terrains sont généralement amorties linéairement sur les durées d'utilisation estimées suivantes :

- Constructions	15 à 40 ans
- Autres immobilisations corporelles	4 à 10 ans
- Logiciels informatiques acquis	1 à 3 ans

J) Primes de remboursement

Les primes de remboursement des titres de créances négociables sont amorties linéairement sur leur durée de vie.

K) Provisions

Les provisions constituées au passif du bilan ont notamment pour objet de couvrir le coût des restructurations, ainsi que les litiges ou les risques nés antérieurement à la date de l'arrêté.

Les variations de provisions pour risques et charges sont imputées dans les postes du compte de résultat auxquels elles se rattachent par nature.

L) Engagements de retraite

Conformément à la recommandation de l'ANC n° 2013-02, les engagements de retraite et assimilés sont évalués selon les principes définis par la réglementation internationale (norme IAS 19 révisée).

Le coût des indemnités de départ, des compléments de retraite et des engagements assimilés est pris en charge au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les salariés. Les droits sont déterminés à la clôture de chaque exercice en tenant compte de l'ancienneté du personnel et de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite ou à l'âge minimum requis pour en bénéficier dans le cas où certains droits sont acquis de manière irrévocable avant cette date.

Concernant la répartition des droits à prestations et conformément à la mise à jour publiée en novembre 2021 de la recommandation de l'ANC 2013-02, les engagements de retraite ont fait l'objet sur l'exercice 2021 d'une reprise de provision comptabilisée en contrepartie des capitaux propres. Cette reprise correspond à la reconnaissance des droits à prestations de la partie plafonnée des primes de retraite des salariés, reconnue sur les années de présence nécessaire au salarié pour obtenir cette prime lors de son départ à la retraite.

Le calcul repose sur une méthode actuarielle intégrant des hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ et de rentabilité des placements à long terme.

M) Contrats d'échange de taux d'intérêt négociés sur des marchés de gré à gré

Ces opérations s'inscrivent dans le cadre d'une gestion du risque global de taux d'intérêt.

Conformément au règlement 2014-07 de l'ANC, les charges et les produits sont inscrits au compte de résultat prorata temporis et les gains ou pertes latents ne sont pas comptabilisés.

Les produits et charges sont compensés swap par swap pour leur présentation au bilan et au compte de résultat.

Au bilan, le produit net à recevoir sur un contrat de swap bénéficiaire figure dans le poste Compte de régularisation actif. De même, la charge nette à payer sur un swap déficitaire est classée dans le poste Compte de régularisation passif.

Au compte de résultat, les produits nets sur contrats bénéficiaires sont classés parmi les Intérêts, produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit ou sur opérations avec la clientèle, selon la qualité de la contrepartie. De manière symétrique, les charges nettes sur contrats déficitaires figurent dans les Intérêts, charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit ou opérations avec la clientèle, en fonction de la nature de la contrepartie.

N) Risque de contrepartie sur produits dérivés

Les règles de contrôle interne applicables au risque de contrepartie sur produits dérivés sont définies sur le périmètre consolidé du Groupe Mobilize Financial Services, dans lequel Mobilize Financial Services France est incluse.

La calibration des limites s'appuie sur une méthode interne calculée sur la base du niveau des fonds propres, la notation « long terme » par les agences de notation et l'appréciation qualitative de la contrepartie.

Ces limites sont suivies quotidiennement. L'ensemble des résultats des contrôles est communiqué mensuellement au comité financier du Groupe Mobilize Financial Services et intégré au suivi consolidé du risque de contrepartie du Groupe Renault.

Le suivi des engagements doit, pour rendre compte de l'exposition réelle au risque, s'effectuer de manière consolidée. Il n'est donc pas fait de calcul individualisé d'exposition au risque de contrepartie pour la société.

O) Informations géographiques et sectorielles

La société Mobilize Financial Services France réalise ses opérations exclusivement sur le territoire français.

La société a pour mission d'apporter une gamme complète de financements et services à ses deux marchés de référence : la clientèle finale (Grand Public et Entreprises) et le Réseau de concessionnaires des marques Renault, Nissan, Dacia et Mitsubishi.

Ces deux clientèles ont des attentes différentes qui nécessitent une approche spécifique en terme de marketing de l'offre, de processus de gestion, de ressources informatiques, de méthodes commerciales et de communication. La répartition par marché a donc été adoptée en tant que segmentation opérationnelle. Elle correspond à l'axe stratégique développé par l'entreprise. Les informations présentées sont établies sur la base des reportings internes communiqués au Comité Exécutif Groupe, identifié comme le « principal décideur opérationnel ».

- L'activité Réseau recouvre les financements octroyés au Réseau de concessionnaires du Groupe Renault et ses marques Nissan et Mitsubishi.
- L'activité Clientèle recouvre l'ensemble des financements et services associés, autres que ceux du Réseau.
- Les activités de holding sont regroupées au sein des « Autres activités ».

P) Entreprises liées

Lorsque le montant est significatif, la part des opérations entre la société et les entreprises liées est présentée dans les notes annexes au Bilan et au Compte de Résultat.

Ces transactions sont conclues aux conditions normales de marché.

Q) Consolidation

Le groupe DIAC SA établit ses comptes consolidés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 31 décembre 2024 et tel qu'adopté dans l'Union européenne à la date de clôture des comptes.

DIAC S.A est consolidée par intégration globale dans les comptes du Groupe RCI Banque S.A

15, Rue d'Uzès – 75002 PARIS, FR95 306 523 358, eux-mêmes consolidés dans les comptes du Groupe Renault.

Diac, identifiée par le numéro 702 002 221, est inscrite au R.C.S Bobigny. Ses états financiers sont disponibles sur son site internet : <https://www.mobilize-fs.com/fr/finance/rapports-et-communiques/rapports-financiers>

Les états financiers du Groupe Renault sont disponibles : <https://www.renaultgroup.com/finance/documents-et-presentations/>.

4. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Il n'y a pas d'événements postérieurs à la clôture significatifs.

5. RISQUES FINANCIERS

La gestion des risques financiers du groupe Mobilize Financial Services France est appréhendée dans le cadre de la gestion globale des risques assurée par le groupe Mobilize Financial Services. A ce titre, la holding RCI Banque S.A. réalise des opérations sur instruments financiers pour l'essentiel, liées à sa fonction de centrale de refinancement du groupe Mobilize Financial Services.

Liquidité

La liquidité du groupe Mobilize Financial Service France est gérée en central par Mobilize Financial Services.

Mobilize Financial Services porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité. Le recours au financement par titrisation, de format privé ou public, permet d'élargir la base d'investisseurs.

Le pilotage du risque de liquidité de Mobilize Financial Services repose sur les éléments suivants :

- **Liquidité statique** : Cet indicateur mesure l'écart entre le passif et l'actif à une date donnée sans hypothèses de renouvellement de passif ou d'actif. Il matérialise des impasses ou « gaps » de liquidité statique. La politique du groupe est de refinancer ses actifs par des passifs d'une durée supérieure, maintenant ainsi des gaps de liquidité statique positifs sur l'ensemble des pôles du bilan.

- **Réserve de liquidité** : La réserve de liquidité correspond aux sources de liquidité d'urgence utilisables par Mobilize Financial Services en cas de besoin. Elle se compose d'actifs hautement liquides, High Quality Liquid Assets (HQLA) tels que définis par le comité de Bâle pour le calcul du ratio de liquidité LCR, d'actifs financiers non reconnus comme HQLA par le comité de Bâle, de lignes bancaires bilatérales confirmées et de collatéral mobilisable auprès de la Banque Centrale Européenne (BCE) et non déjà compté en HQLA ou actifs financiers. Au sein du périmètre de refinancement centralisé, des niveaux minimum et adéquat de réserve de liquidité sont définis semestriellement par le Comité Financier.

- **Scénarios de stress** : Le Comité Financier est informé chaque mois de l'horizon pendant lequel l'entreprise peut assurer la continuité de son activité en utilisant sa réserve de liquidité dans divers scénarios de stress. Les scénarios de stress comprennent des hypothèses de fuite des dépôts, de perte d'accès à de nouveaux financements, d'indisponibilité partielle de certains éléments de la réserve de liquidité ainsi que des prévisions de production de nouveaux crédits. Les hypothèses de fuite des dépôts stressées sont très conservatrices et font l'objet de backtestings réguliers.

Risque au titre de l'activité de crédit

La quasi-totalité des prêts accordés à la clientèle par Mobilize Financial Services France est effectuée à taux fixe pour des durées comprises entre un et soixante-douze mois.

Ces prêts sont couverts par des ressources à taux fixe de même structure. Ils sont adossés en macro-couverture et ne génèrent qu'un risque de taux résiduel.

L'approche visant à systématiser l'identification et le traitement des clients fragiles reste une démarche de fond. En outre, le groupe Mobilize Financial Services France conserve l'objectif de maintenir le risque de crédit global à un niveau compatible avec les attentes de la communauté financière et ses cibles de profitabilité.

Gouvernance

Les comités risques et reporting suivent systématiquement les indicateurs de risque et de marge instantanée du groupe Mobilize Financial Services France.

6. REFINANCEMENT

Mobilize Financial Services France se refinance auprès du groupe Mobilize Financial Services. Ses besoins de liquidité sont suivis et assurés par le groupe.

7. NOTES SUR LES COMPTES SOCIAUX

Note 1 : Créances sur les établissements de crédit (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2024	12/2023
Créances à vue sur établissements de crédit	252 469	(465 838)
Comptes ordinaires débiteurs	252 468	(465 840)
Créances rattachées	1	2
Créances à terme sur établissements de crédit	4 338 986	4 415 151
Comptes et prêts à terme	4 335 053	4 409 825
Créances rattachées	3 933	5 326
Total des prêts et créances sur les établissements de crédit (*)	4 591 455	3 949 313
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>4 338 986</i>	<i>4 415 150</i>

Ces créances ne comportent pas de part subordonnée.

Ventilation par durées résiduelles	12/2024	12/2023
Inférieur à 3 mois	1 031 802	751 089
De 3 à 12 mois	423 233	167 300
De 1 à 5 ans	3 136 420	3 030 924
Supérieur à 5 ans		
Total des prêts et créances sur les établissements de crédit	4 591 455	3 949 313

Ces opérations sont toutes réalisées à partir de la France.

Les comptes ordinaires débiteurs comprennent principalement les créances sur le réseau suite au rachat des véhicules en fin de contrat de crédit-bail ou assimilé.

Les prêts à la clientèle financière comprennent les versements effectués par Mobilize Financial Services France aux FCT.

Note 2 : Opérations avec la clientèle (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2024	12/2023
Crédits non douteux à la clientèle	4 568 879	3 812 715
Encours de crédit affecté non titrisé	681 171	760 714
Encours Carte et prêts personnels revolving	35 366	36 825
Encours sur financement stock réseaux	3 609 596	2 731 571
Encours sur financement d'exploitation	247 005	289 270
Créances rattachées sur contrats non douteux	3 884	3 135
Provisions sur créances impayées	(8 143)	(8 800)
Crédits douteux à la clientèle	110 100	38 969
Créances rattachées sur contrats douteux	316	30
Créances sur contrats douteux	113 792	44 560
Provisions sur contrats douteux	(23 246)	(18 321)
Créances rattachées sur contrats douteux compromis	81	95
Créances sur contrats douteux compromis	84 444	77 848
Provisions sur contrats douteux compromis	(65 287)	(65 243)
Concours divers	460 943	480 509
Prêts au personnel	155	145
Créances commerciales	148 236	156 890
Prêts à la clientèle financière	299 055	314 814
Autres concours à la clientèle	11 150	7 846
Valeurs non imputées	2 258	814
Créances rattachées sur concours divers	89	
Comptes ordinaires	99 372	72 635
Comptes ordinaires sains	96 941	71 235
Comptes ordinaires douteux	2 014	968

Comptes ordinaires douteux compromis	417	432
Etalements	(929)	1 369
Etalement des bonifications	(17 826)	(17 784)
Etalement des frais de dossier reçus	(177)	(557)
Etalement des commissions versées	12 630	13 041
Etalement des autres charges versées	4 444	6 669
Total net des créances sur la clientèle (*)	5 238 365	4 406 197
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>322 171</i>	<i>136 985</i>

Ventilation par durées résiduelles	12/2024	12/2023
Inférieur à 3 mois	2 910 268	2 239 924
De 3 à 12 mois	1 804 698	1 605 564
De 1 à 5 ans	480 446	539 222
Supérieur à 5 ans	42 953	21 487
Total net des créances sur la clientèle	5 238 365	4 406 197

Ventilation par secteurs d'activité	12/2024	12/2023
Financement clientèle	904 792	982 908
Valeur brute des encours	990 079	1 071 033
Dépréciation des encours	(85 287)	(88 125)
Financement réseaux	4 146 026	3 277 130
Valeur brute des encours	4 157 415	3 281 369
Dépréciation des encours	(11 389)	(4 239)
Autres créances sur la clientèle	187 547	146 159
Valeur brute des encours	187 547	146 159
Dépréciation des encours		
Total net des créances sur la clientèle	5 238 365	4 406 197

Note 3 : Obligations et autres titres à revenu fixe (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2024	12/2023
Titres de placement	703 310	715 969
Titres à revenu fixe	702 900	715 440
Créances rattachées sur titres de placement à revenu fixe	410	529
Total des obligations et autres titres à revenu fixe	703 310	715 969

Dans le cadre de ses titrisations, la société Mobilize Financial Services France a souscrit :

- les titres Class B non notés émis par le FCT Cars Alliance Auto Loans France Master,
- les titres Class C non notés émis par le FCT Cars Alliance Auto Loans France v2022-1,
- les titres Class C non notés émis par le FCT Cars Alliance Auto Loans France v2024-1,
- les titres Class B non notés émis par le Cars Alliance Auto Leases France FCT Master,
- les titres Class C non notés émis par le Cars Alliance Auto Leases France v2020 - 1,
- les titres Class C non notés émis par le Cars Alliance Auto Leases France v2023 - 1,
- les titres Class B non notés émis par le Cars Alliance Auto Leases France RV MASTER.

Détail des titres de placement acquis dans le cadre d'opérations de titrisation

Entités cédantes	DIAC SA	DIAC SA	DIAC SA	DIAC SA
Date de début	mai-12	octobre-20	juillet-13	octobre-20
Véhicule d'émission	Cars Alliance Auto Loans France FCT Master	Cars Alliance Auto Leases France FCT Master	FCT Cars Alliance DFP France	Cars Alliance Auto Leases France FCT V 2020-1
Nature des créances cédées	Crédits automobiles à la clientèle	LOA automobiles (loyer)	Créances concessionnaires indépendants	LOA automobiles (loyer)
Montant des créances cédées à l'origine	715 ME	533 ME	1020 ME	1057 ME
Montant (En Keur) des titres souscrits au 31-12-24	Class A Notation AAA 162 000	Class A Notation AAA 953 900	Class A Notation AA 1 000 000	Class A Notation AAA 44 742
	Class B Non notées 22 300	Class B Non notées 110 200		Class B Notation AAA 41 500
Montant (En Keur) des titres souscrits au 31-12-24				Class C Non notées 52 500

Entités cédantes	DIAC SA	DIAC SA	DIAC SA	DIAC SA
Date de début	mars-21	mai-22	octobre-23	octobre-24
Véhicule d'émission	Cars Alliance Auto Leases France FCT Master VR	Cars Alliance Auto Loans France V2022-1	Cars Alliance Auto Leases France FCT V 2023	Cars Alliance Auto Loans France V2024-1
Nature des créances cédées	LOA automobiles (valeurs résiduelles)	Crédits automobiles à la clientèle	Crédits automobiles à la clientèle	Crédits automobiles à la clientèle
Montant des créances cédées à l'origine	792 ME	759 ME	769 ME	814 ME
Montant (En Keur) des titres souscrits au 31-12-24	Class A Non notées 400 000	Class A Notation AAA 300 228	Class A Notation AAA 630 286	Class A Notation AAA 700 000
	Class B Non notées 391 900	Class B Notation AA 52 300	Class B Notation AA 36 900	Class B Notation AA 65 100
Montant (En Keur) des titres souscrits au 31-12-24		Class C Non notées 44 800	Class C Non notées 32 340	Class C Non notées 48 860

Note 4 : Actions et autres titres à revenu variable (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2024	12/2023
Titres à revenu variable	2	2
Total des actions et autres titres à revenu variable	2	2

Note 5 : Parts dans les entreprises liées (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2024	12/2023
Parts dans les entreprises liées non cotées	81 387	81 387
Total des parts dans les entreprises liées	81 387	81 387

Les parts dans les entreprises liées sont les titres dans la société Diac Location détenue à 100 %. Aucune dépréciation n'a été constatée sur ces parts.

Note 6 : Crédit-bail et location avec option d'achat (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2024	12/2023
Immobilisations brutes	12 283 216	10 261 683
Amortissements	(4 683 641)	(3 872 150)
Loyers échus	21 384	16 046
Provisions sur créances impayées	(39)	(10)
Créances rattachées	100 082	100 530
Encours Crédit Bail et location avec option d'achat titrisés	(2 882 389)	(2 938 333)
Loyers douteux	18 348	23 843
Provisions sur loyers douteux	(7 019)	(7 124)
Loyers douteux compromis	79 033	52 204
Provisions sur loyers douteux compromis	(77 653)	(66 132)
Etalement des bonifications	(190 066)	(113 443)
Etalement des commissions versées	85 875	53 354
Etalement des autres charges versées	9 218	4 965
Total des opérations de crédit-bail et location avec option d'achat (*)	4 756 349	3 515 433
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>(117 355)</i>	<i>(74 135)</i>

Le montant de la réserve latente brute des immobilisations données en location (différence de valorisation des encours financiers par rapport à celle des immobilisations nettes) s'établit à 1 211,4 Meur au 31 décembre 2023 et à 1 544,4 Meur au 31 décembre 2024.

Note 7 : Immobilisations incorporelles (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2024	12/2023
Valeur brute des immobilisations incorporelles	26 866	26 415
Concessions, brevet et droits similaires	25 625	25 174
Autres immobilisations incorporelles	1 241	1 241
Amortissements des immobilisations incorporelles	(24 966)	(24 147)
Amortissements sur concessions, brevet et droits similaires	(24 411)	(23 604)
Amortissements sur autres immobilisations incorporelles	(555)	(543)
Total des immobilisations incorporelles	1 900	2 268

Note 8 : Immobilisations corporelles (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2024	12/2023
Valeur brute des immobilisations corporelles	88 207	85 120
Terrains	2 091	2 091
Constructions	17 607	17 607
Installations générales, AA des constructions	10 523	10 523
Installations générales, AA divers	16 846	16 085
Matériel et mobilier de bureau	4 825	4 797
Matériel et mobilier informatique	36 315	34 017
Amortissements des immobilisations corporelles	(76 140)	(73 028)
Amortissements sur constructions	(16 779)	(16 659)
Amortissements sur installations générales, AA des constructions	(9 870)	(9 766)
Amortissements sur installations générales, AA divers	(13 740)	(13 050)
Amortissements sur matériel et mobilier de bureau	(4 416)	(4 310)
Amortissements sur matériel et mobilier informatique	(31 335)	(29 243)
Total des immobilisations corporelles	12 067	12 092

Note 9 : Autres actifs (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2024	12/2023
Etat	200 991	110 724
Créances sociales	513	421
Débiteurs divers	67 349	112 835
Créances rattachées sur débiteurs divers	230 701	232 237
Total des autres actifs	499 554	456 217

Note 10 : Comptes de régularisation (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2024	12/2023
Charges à répartir sur frais et primes d'émission des emprunts	4 629	3 825
Charges constatées d'avance	1 228	1 756
Autres produits à recevoir	230	944
Valeurs à l'encaissement	29 949	181 234
Autres comptes de régularisation actif	736	737
Total des comptes de régularisation	36 772	188 496

Note 11 : Dettes envers les établissements de crédit (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2024	12/2023
Dettes à vue sur établissements de crédit	365 002	(356 703)
Comptes ordinaires créditeurs	363 303	(357 194)
Dettes rattachées	1 699	491
Créances à terme sur établissements de crédit	14 142 063	12 278 275
Comptes et emprunts à terme	13 925 770	12 128 770
Dettes rattachées	216 293	149 505
Total des dettes envers les établissements de crédit (*)	14 507 065	11 921 572
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>14 317 686</i>	<i>12 491 401</i>

Ventilation par durées résiduelles	12/2024	12/2023
Inférieur à 3 mois	4 770 491	3 644 272
De 3 à 12 mois	2 520 804	2 036 530
De 1 à 5 ans	7 215 770	6 240 770
Supérieur à 5 ans		
Total des dettes envers les établissements de crédit	14 507 065	11 921 572

Note 12 : Opérations avec la clientèle (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2024	12/2023
Dettes à vue sur opérations avec la clientèle	66 616	59 207
Comptes ordinaires créditeurs	55 644	46 362
Acomptes et autres sommes dues	8 175	6 823
Dettes vis-à-vis de la clientèle financière	661	3 719
Dettes rattachées	2 136	2 303
Total des opérations avec la clientèle (*)	66 616	59 207
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>99</i>	<i>7</i>

Note 13 : Dettes représentées par un titre (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2024	12/2023
Dettes représentées par un titre	29 833	149 550
Titres de créances négociables	29 833	149 550
Total des dettes représentées par un titre	29 833	149 550

Note 14 : Autres passifs (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2024	12/2023
Etat	27 414	28 575
Fourn d'immos	23 116	12 655
Dettes sociales	103 868	93 124
Créditeurs divers	17 458	14 418
Dettes rattachées sur créditeurs divers	28 743	21 354
Dépôts de garantie reçus sur opérations de crédit-bail et assimilées	37	48
Total des autres passifs	200 636	170 174

Note 15 : Comptes de régularisation (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2024	12/2023
Produits à répartir sur primes d'émission des emprunts	911	4 565
Produits constatés d'avance sur opérations de crédit-bail et assimilées	473 667	334 341
Produits constatés d'avance sur opérations avec la clientèle	24 673	21 963
Autres charges à payer	41 410	47 383
Autres comptes de régularisation passif	995	3 548
Total des comptes de régularisation	541 656	411 800

Note 16 : Provisions (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2023	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	12/2024
			Utilisées	Non utilisées		
Provisions sur opérations bancaires	151 922	242	(249)		1	151 916
Engagements par signature	369	242	(249)		1	363
Autres risques et charges	151 553					151 553
Provisions sur opérations non bancaires	31 381	4 878	(2 147)	(5 610)		28 502
Engagements de retraite	21 293	1 763	(1 339)			21 717
Plans sociaux et de restructuration	5 206			(2 685)		2 521
Autres litiges avec le personnel	193	891	(808)			276
Autres risques et charges	4 689	2 224		(2 925)		3 988
Total des provisions	183 303	5 120	(2 396)	(5 610)	1	180 418

(*) Autres variations = Reclassements et fusion

Aucun des litiges connus, dans lesquels la société est impliquée, ne devrait entraîner des pertes significatives n'ayant pas été provisionnées.

Un stock de provision de restructuration de 2 521 K€ est comptabilisé à fin décembre 2024 : il concerne les plans de dispense d'activité. Il s'agit de provisions pour plan social (départ anticipé pour retraite).

Une provision spéciale, provision sur opérations bancaires pour autres risques et charges, d'un montant de 151 553 K€, a été comptabilisée en miroir du profit constaté au moment de la cession des contrats dans le cadre de l'extension du FCT CARS Alliance Auto Leases France RV MASTER en 2023. Le montant de cette provision correspond à la valeur nette comptable des valeurs résiduelles titrisées à la date l'extension de la cession de contrats au FCT CARS Alliance Auto Leases France RV MASTER limitée au montant de la plus-value dégagée. La provision est reprise en fonction de l'amortissement des encours de référence et du débouclage de contrats, que le client exerce ou non son option d'achat.

Note 16.1 : Provisions pour engagements de retraite et assimilés (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	Valeur actuarielle des engagements	Valeur actuarielle des fonds investis	Engagements nets des fonds investis	Ecart actuariels	Provision au bilan
Solde au 31 décembre 2022	25 218	0	25 218	(3 071)	22 147
Charge nette de l'exercice 2023	2 381		2 381		2 381
Prestations et contributions payées	(3 235)		(3 235)		(3 235)
Ecart actuariels	2 029		2 029	(2 029)	
Solde au 31 décembre 2023	26 393	0	26 393	(5 100)	21 293
Variation de l'exercice 2024	2 634		2 634		2 634
Prestations et contributions payées	(2 363)		(2 363)		(2 363)
Ecart actuariels	9 821		9 821	(9 821)	
Amortissement de l'écart actuariel				153	153
Solde au 31 décembre 2024	36 485	0	36 485	(14 768)	21 717

Principales hypothèses actuarielles retenues	12/2024	12/2023
Age de départ à la retraite	67 ans	67 ans
Evolution des salaires	3,00 %	2,44 %
Taux d'actualisation financière	3,40 %	3,12 %
Taux de départ des salariés de l'entreprise	2,68 %	8,02 %

Note 16.2 : Provisions sur opérations bancaires (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2023	Dotations	Reprises	Autres (*) variations	12/2024
Dépréciation	165 630	57 169	(41 413)	1	181 387
Opérations avec la clientèle	165 630	57 169	(41 413)	1	181 387
Provisions sur opérations bancaires	369	242	(249)	1	363
Engagements par signature	369	242	(249)	1	363
Total	165 999	57 411	(41 662)	2	181 750
(*) Autres variations = Reclassements et fusion					

Les dépréciations d'opérations avec la clientèle afférentes à des encours douteux sont de 30 265 K€, les provisions afférentes à des encours compromis sont de 142 940 K€.

Note 17 : Dettes subordonnées (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2024	12/2023
Titres participatifs	9 188	9 188
Dettes rattachées sur titres participatifs	127	127
Emprunts subordonnés	171 000	
Dettes rattachées sur emprunts subordonnés	4 264	
Total des dettes subordonnées (*)	184 579	9 315
(*) Dont entreprises liées	175 264	

Ventilation par durées résiduelles	12/2024	12/2023
Inférieur à 3 mois	4 264	
De 3 à 12 mois	127	127
De 1 à 5 ans		
Supérieur à 5 ans	180 188	9 188
Total des dettes subordonnées	184 579	9 315

Les titres participatifs ont été émis en 1985 par Diac SA pour un montant de 500 000 000 Francs Le système de rémunération comprend :

- une partie fixe égale au TAM (Taux Annuel Monétaire)
- une partie variable obtenue en appliquant à 40 % du TAM le taux de progression du résultat net consolidé du dernier exercice sur celui de l'exercice précédent.

La rémunération annuelle est comprise entre 100 % et 130 % du TAM, et est assortie d'un taux plancher de 6,5 %.

L'emprunt est perpétuel.

Note 18 : Capitaux propres (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2023	Affectation Résultat 2023	Variation 2024	12/2024
Capital souscrit	415 101			415 101
Réserve légale	41 510			41 510
Report à nouveau	824	(34 982)	1	(34 157)
Résultat de l'exercice	(34 982)	34 982	(212 096)	(212 096)
Total des capitaux propres	422 453		(212 095)	210 358

Le capital est constitué de 96 535 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 4,30 euros conférant à leurs propriétaires les mêmes droits.

Note 19 : Engagements donnés (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2024	12/2023
Engagements de financement	774 658	793 227
Ouverture de crédits confirmés en faveur de la clientèle	770 312	788 751
Autres engagement en faveur des établissements de la clientèle	4 346	4 476
Autres engagements donnés	439 449	1 180 761
Valeurs affectées en garantie	439 449	1 180 761
Total des engagements donnés	1 214 107	1 973 988
Ventilation par durées résiduelles	12/2024	12/2023
Inférieur à 3 mois	1 210 564	1 970 445
De 3 à 12 mois		
De 1 à 5 ans		
Supérieur à 5 ans	3 543	3 543
Total des engagements donnés	1 214 107	1 973 988

Note 20 : Engagements reçus (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2024	12/2023
Engagements de financement	3 500 000	
Autres engagement reçus des établissements de crédit	3 500 000	
Engagements de garantie	7 862 401	6 189 920
Cautions, avals et autres garanties reçus d'établissements de crédit	12 555	10 697
Cautions, avals et autres garanties reçus de la clientèle	637 233	638 406
Gages et autres sûretés réelles reçus de la clientèle	800	22 050
Engagement de reprise des véhicules loués	7 211 813	5 518 767
Total des engagements reçus (*)	11 362 401	6 189 920
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>5 833 015</i>	<i>1 794 927</i>
Ventilation par durées résiduelles	12/2024	12/2023
Inférieur à 3 mois	4 970 873	1 429 490
De 3 à 12 mois	1 835 190	1 076 351
De 1 à 5 ans	4 544 429	3 672 977
Supérieur à 5 ans	11 909	11 102
Total des engagements reçus	11 362 401	6 189 920

Note 21 : Instruments financiers à terme et change au comptant (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	Moins 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	VNC 12/24	Juste valeur 12/24
Couverture du risque de taux					
Swap de taux					
Achats (Emprunts) de swaps de taux	1 870 956			1 870 956	
Ventes (Prêts) de swaps de taux	1 870 956			1 870 956	
Ventilation par nature	Moins 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	VNC 12/23	Juste valeur 12/23
Couverture du risque de taux					
Swap de taux					
Achats (Emprunts) de swaps de taux	1 750 064			1 750 064	
Ventes (Prêts) de swaps de taux	1 750 064			1 750 064	

Les opérations sur instruments financiers de taux d'intérêts sont réalisées dans le cadre de la couverture globale du risque de taux d'intérêt. Les interventions sur les marchés d'instruments financiers à terme, principalement effectuées sur des marchés de gré à gré, ont essentiellement pour but de minimiser l'exposition aux risques de taux d'intérêt.

Note 22 : Intérêts et produits assimilés (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2024	12/2023
Intérêts et produits sur opérations avec les établissements de crédit	161 174	134 838
Intérêts et produits sur opérations avec la clientèle	260 489	247 033
Intérêts et produits sur obligations et autres titres à revenu fixe	17 783	12 603
Intérêts et produits sur autres opérations	3 655	1 672
Total des intérêts et produits assimilés	443 101	396 146

Note 23 : Intérêts et charges assimilées (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2024	12/2023
Intérêts et charges sur opérations avec les établissements de crédit	(601 946)	(432 261)
Intérêts et charges sur opérations avec la clientèle	(31 922)	(3 923)
Intérêts et charges sur obligations et autres titres à revenu fixe	(6 149)	(6 509)
Intérêts et charges sur dettes subordonnées	(4 865)	(601)
Total des intérêts et charges assimilées	(644 882)	(443 294)

Note 24 : Produits nets sur opérations de crédit-bail et assimilées (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2024	12/2023
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	2 944 089	2 699 558
Loyers	2 106 885	1 712 531
Intérêts de retard	1 689	1 955
Plus-values sur cession immobilisations	840 924	986 531
Perte sur créances irrécouvrables (part intérêts)	(2 078)	(1 515)
Reprises de provisions	99	144
Dotations aux provisions	(3 430)	(88)
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	(2 832 686)	(2 437 835)
Dotation aux amortissements	(2 780 173)	(2 289 487)
Reprises d'amortissements	268	133
Etalement des commissions et autres charges versées	(748)	2 676
Moins-values sur cession immobilisations	(41 063)	(143 017)
Autres charges	(10 970)	(8 140)
Total sur opérations de crédit bail et assimilées	111 403	261 723

Mobilize Financial Services France cède ses créances au profit du FCT CARS Alliance Auto Leases France RV MASTER pour la valeur de son capital restant dû, c'est-à-dire la valeur financière du contrat comprenant son amortissement financier calculé selon l'échéancier client, sur la durée du contrat, sur une base hors valeur résiduelle. La valeur de l'actif au bilan social de Mobilize Financial Services France est calculée selon un amortissement linéaire sur la base de la valeur brute du contrat y compris valeur résiduelle.

La plus-value réalisée correspond à la différence entre l'amortissement social et l'amortissement financier calculée pour chaque contrat titrisé, pour sa partie loyer et pour sa valeur résiduelle.

Note 25 : Revenus des titres à revenu variable (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2024	12/2023
Revenus du portefeuille de placement	222 184	185 735
Revenus des titres détenus à long terme	2	2
Total des revenus des titres à revenu variable	222 186	185 737

Les revenus du portefeuille de placement correspondent à la rémunération de la part résiduelle dans les FCT.

Note 26 : Commissions (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2024	12/2023
Commissions (Produits)	24 123	21 528
Commissions clientèles	22	24
Commissions titres	24 081	21 461
Commissions autres	20	43
Commissions (Charges)	(775)	(901)
Commissions autres	(775)	(901)
Total des commissions	23 348	20 627

Note 27 : Gains ou pertes sur portefeuilles de négociation ou de placement (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2024	12/2023
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	(22 698)	(33 169)
Opérations de change	(46)	57
Opérations de taux	(22 652)	(33 226)
Total des gains ou pertes sur opérations financières	(22 698)	(33 169)

Note 28 : Autres produits d'exploitation (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2024	12/2023
Autres produits d'exploitation bancaire	228 125	198 510
Produits des prestations accessoires aux contrats de financement	165 468	161 904
Transferts de charges (dt ind. d'assurances reçues sur sinistres véhicules)	37 858	33 652
Opérations faites en commun		482
Autres produits d'exploitation bancaire	24 799	2 472
Autres produits d'exploitation	2 503	5 391
Produits des prestations des activités de service	2 500	1 878
Autres produits d'exploitation	3	3 513
Total des autres produits d'exploitation	230 628	203 901

Note 29 : Autres charges d'exploitation (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2024	12/2023
Autres charges d'exploitation bancaire	(50 268)	(25 509)
Charges des prestations accessoires aux contrats de financement	(26 605)	(25 844)
Opérations faites en commun	(728)	(41)
Autres charges d'exploitation bancaire	(22 935)	(4)
Variation des provisions pour risques et charges d'exploitation bancaire		380
Autres charges d'exploitation	(78)	(585)
Autres charges d'exploitation	(78)	(585)
Total des autres charges d'exploitation	(50 346)	(26 094)

Note 30 : Charges générales d'exploitation (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2024	12/2023
Frais de personnel	(71 654)	(64 374)
Salaires et traitements	(120 536)	(111 389)
Charges sociales sur retraites	(12 987)	(11 534)
Autres charges sociales	(48 797)	(43 657)
Participation des salariés	(3 092)	(4 649)
Intéressement des salariés	(3 088)	459
Refacturation des frais de personnel	114 161	101 553
Autres frais de personnel	2 685	4 843
Autres frais administratifs	(302 569)	(295 445)
Impôts et taxes	(19 276)	(23 767)
Travaux, fournitures et services extérieurs	(92 471)	(90 732)
Commissions non étalables versées au réseau commercial	(239 272)	(226 237)
Variation des provisions sur autres frais administratif	618	(2 994)
Refacturation des frais administratifs	47 832	48 285
Total des autres charges générales d'exploitation (*)	(374 223)	(359 819)
<i>(*) dont honoraires de commissariat aux comptes</i>	<i>(263)</i>	<i>(263)</i>

Effectif moyen	12/2024	12/2023
Employés		
Agents de maîtrise	680	778
Cadres	1 009	972
Contrats à durée déterminée	9	11
Total	1 698	1 761

Note 31 : Coût du risque par catégorie de clientèle (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2024	12/2023
Coût du risque sur opérations de location	(53 417)	(137 970)
Dotations aux provisions	(25 131)	(12 793)
Reprises de provisions	17 017	5 276
Abandons de créances	(62 712)	(142 343)
Récupérations sur créances amorties	17 409	11 890
Coût du risque sur opérations de crédit	(93 325)	(64 312)
Dotations aux provisions	(24 642)	(11 459)
Reprises de provisions	23 763	18 209
Abandons de créances	(96 818)	(72 175)
Récupérations sur créances amorties	4 372	1 113
Coût du risque sur autres opérations avec la clientèle	(73)	(59)
Abandons de créances	(73)	(59)
Coût du risque sur autres opérations	9	(6)
Dotations aux provisions	(242)	(273)
Reprises de provisions	249	267
Abandons de créances	2	
Total du coût du risque (*)	(146 806)	(202 347)
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	2	

Note 32 : Impôts sur les bénéfices

Ventilation par nature	12/2024	12/2023
Impôts courants	124	(33 601)
Total des impôt sur les bénéfices	124	(33 601)

La charge d'impôt figurant au compte de résultat représente uniquement l'impôt exigible en France au titre de l'exercice et ne tient pas compte des éventuels actifs ou passifs latents d'impôt.

La société est intégrée fiscalement par la société Renault SA. L'impôt comptabilisé correspond à celui qui aurait été supporté par la société en l'absence d'intégration fiscale.

Note 33 : Résultat par secteurs d'activité (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2024	12/2023
Financement Clientèle		
Produit net bancaire	247 726	448 002
Résultat brut d'exploitation	(80 311)	131 713
Résultat d'exploitation	(159 443)	(17 994)
Résultat courant avant impôt	(159 443)	(17 994)
Financement Réseaux		
Produit net bancaire	65 012	117 573
Résultat brut d'exploitation	14 895	69 251
Résultat d'exploitation	(52 779)	16 611
Résultat courant avant impôt	(52 779)	16 611
Autres activités		
Produit net bancaire	2	2
Résultat brut d'exploitation	2	2
Résultat d'exploitation	2	2
Résultat courant avant impôt	2	2
Toutes activités		
Produit net bancaire	312 740	565 577
Résultat brut d'exploitation	(65 414)	200 966
Résultat d'exploitation	(212 220)	(1 381)
Résultat courant avant impôt	(212 220)	(1 381)

TABLEAU DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS**Tableau des filiales et des participation (En milliers d'euros)**

Détail des participations dont la valeur excède 1 % du capital de la société (En KEUR)	Pays	Capital social	Capitaux propres (hors capital social)	% de détention	Résultats nets du dernier exercice clos
Filiales détenues à + de 50 %					
Diac Location SA 14, avenue du Pavé Neuf 93168 Noisy le Grand	France	29 241	885 161	100,00 %	(10 447)

Renseignements globaux sur toutes les filiales et participations (En KEUR)	Filiales		Participations		Autres sociétés	
	Françaises	Etrangères	Françaises	Etrangères	Françaises	Etrangères
Valeur comptable brute des titres détenus	81 347				40	0
Valeur comptable nette des titres détenus	81 347				40	0
Prêts et avances consentis par la société						
Cautions et avals donnés par la société						
Dividendes encaissés par la société						

AFFECTATION DU RESULTAT

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, décide d'affecter le résultat de l'exercice comme suit :

Résultat net de l'exercice 2024	-212 095 798,80 EUR
Report à nouveau antérieur	-34 156 895,63 EUR
Solde disponible	-246 252 694,43 EUR
Dividendes	0,00 EUR
Solde du compte report à nouveau	-246 252 694,43 EUR

L'Assemblée générale décide de ne pas distribuer de dividende au titre de l'exercice 2024.

Les dividendes versés au titre des trois précédents exercices de DIAC S.A ont été :

- Au titre de l'exercice 2021, il n'y a pas eu de dividende distribué.
- Au titre de l'exercice 2022, un dividende de 0,75 EUR par action a été distribué.
- Au titre de l'exercice 2023, aucun dividende n'a été distribué.

RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Exercice clos le 31 décembre 2024

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l’Assemblée Générale, nous avons effectué l’audit des comptes consolidés de la société DIAC S.A. relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu’ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu’adopté dans l’Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l’exercice, de l’ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L’opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Conseil d’Administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l’article L. 821-67 du code de commerce.

Fondement de l’opinion

Référentiel d’audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes consolidés de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Appréciation du risque de crédit et dépréciations afférentes

Risque identifié	<p>Le groupe DIAC constitue des dépréciations pour couvrir les risques de pertes résultant de l’incapacité de ses clients à faire face à leurs engagements financiers. En conformité avec la norme IFRS 9 « Instruments financiers », le groupe DIAC calcule des dépréciations sur pertes de crédit attendues sur les actifs sains (bucket 1), sur les actifs dont le risque s’est dégradé depuis la comptabilisation initiale (bucket 2) et sur les actifs défaillants (bucket 3), tel que décrit dans le paragraphe I « Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle et contrats de Location Financement » des règles et méthodes comptables des états financiers consolidés.</p> <p>Nous considérons que les dépréciations pour pertes de crédit attendues sur les opérations avec la clientèle finale et au réseau de concessionnaires constituent un point clé de l’audit en raison de leur importance à l’actif du bilan du groupe, de l’utilisation de nombreux paramètres et hypothèses dans les modèles de calcul et du recours important au jugement par la direction.</p> <p>Les modalités d’estimation des dépréciations prennent en compte le contexte macro-économique contrasté. Ces modalités sont décrites dans le paragraphe B « Estimations et jugements » des règles et méthodes comptables des états financiers consolidés.</p> <p>Les dépréciations au titre du risque de crédit sont présentées dans la Note 4 de l’annexe aux comptes consolidés et s’élèvent à 392 millions d’euros pour un encours en valeur brute de 20 829 millions d’euros au 31 décembre 2024.</p>
------------------	---

Notre réponse	<p>Avec l'appui de nos experts en risque de crédit et nos spécialistes en informatique, nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Apprécier les méthodologies appliquées pour déterminer les paramètres utilisés dans le modèle de dépréciation et leur correcte insertion opérationnelle dans les systèmes d'information ; • Evaluer les contrôles clés mis en place pour valider les changements de paramètres et les hypothèses clés qui soutiennent le calcul de dépréciations pour pertes de crédit attendues ; • Apprécier les ajustements de dépréciation à dire d'expert et examiner la documentation sous tendant les dépréciations complémentaires constituées ; • Apprécier les hypothèses utilisées dans la détermination des modèles de Forward-Looking, notamment la pondération des différents scénarii retenue, et la gouvernance sous-tendant le choix des pondérations ; • Réaliser des contrôles sur le système informatique, incluant une revue des contrôles généraux informatiques, des interfaces et des contrôles automatiques participant à l'élaboration de l'information financière relative à IFRS9 ; • Apprécier le processus de classification des actifs par catégorie ; • Réaliser des procédures analytiques sur l'évolution des encours de crédits à la clientèle finale et au réseau de concessionnaires, et des dépréciations du risque de crédit d'un exercice à l'autre ; • Examiner la conformité des informations publiées dans les notes de l'annexe aux comptes consolidés au regard des règles comptables applicables.
----------------------	---

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du directeur général. S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes consolidés qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société DIAC S.A. par l'assemblée générale du 22 mai 2014 pour le cabinet KPMG S.A. et du 20 mai 2020 pour le cabinet Forvis Mazars.

Au 31 décembre 2024, le cabinet KPMG S.A. était dans la 11^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Forvis Mazars dans la 5^{ème} année de sa mission.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Conseil d'Administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au Conseil d'Administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce

Nous remettons au Conseil d'Administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Conseil d'Administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Conseil d'Administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Conseil d'Administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les Commissaires aux comptes
Courbevoie et Paris-La-Défense, le 25 avril 2025

Forvis Mazars S.A.
Anne VEAUTE
Associé

KPMG S.A.
Ulrich SARFATI
Associée

BILAN CONSOLIDE

ACTIF - En millions d'euros	Notes	12/2024	12/2023
Prêts et créances au coût amorti sur les établissements de crédit	2	4 688	4 751
Prêts et créances au coût amorti sur la clientèle	3 et 4	20 134	18 141
Actifs d'impôts courants	5	35	29
Actifs d'impôts différés	5	4	1
Créances fiscales hors impôts courants	5	176	106
Comptes de régularisation et actifs divers	5	542	748
Opérations de location opérationnelle	3 et 4	303	378
Immobilisations corporelles et incorporelles	6	16	16
TOTAL ACTIF		25 898	24 170
PASSIF - En millions d'euros	Notes	12/2024	12/2023
Dettes envers les établissements de crédit	7.1	17 273	15 680
Dettes envers la clientèle	7.2	107	84
Dettes représentées par un titre	7.3	4 417	4 685
Passifs d'impôts courants	9	0	3
Passifs d'impôts différés	9	442	489
Dettes fiscales hors impôts courants	9	6	8
Comptes de régularisation et passifs divers	9	557	507
Provisions	10	54	50
Dettes subordonnées	12	243	11
Capitaux propres		2 799	2 653
- Dont capitaux propres part du groupe		2 799	2 653
Capital souscrit et réserves liées		415	415
Réserves consolidées et autres		2 242	2 085
Gains ou pertes latents		(11)	(4)
Résultat de l'exercice		153	157
TOTAL PASSIF		25 898	24 170

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En millions d'euros	Notes	12/2024	12/2023
Intérêts et produits assimilés	19	1 177	899
Intérêts et charges assimilées	20	(1 001)	(741)
Commissions (Produits)	21	349	380
Commissions (Charges)	21	(172)	(201)
Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	22	2	4
Produits des autres activités	23	226	209
Charges des autres activités	23	(181)	(150)
PRODUIT NET BANCAIRE		400	400
Charges générales d'exploitation	24	(190)	(182)
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		(4)	(5)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		206	213
Coût du risque	25	(75)	(36)
RESULTAT D'EXPLOITATION		131	177
Gains ou pertes nets sur autres actifs immobilisés		0	0
RESULTAT AVANT IMPOTS		131	177
Impôts sur les bénéfices	26	22	(20)
RESULTAT NET		153	157
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle		0	0
Dont part des actionnaires de la société mère		153	157
Résultat net par action (1) et en euros		1,59	1,63
Résultat net dilué par action et en euros		1,59	1,63

(1) Résultat net - Part des actionnaires de la société mère rapportée au nombre d'actions

ETAT DE RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

En millions d'euros	12/2024	12/2023
RESULTAT NET	153	157
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieur à l'emploi	(7)	(2)
Total des éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net	(7)	(2)
Autres éléments du résultat global	(7)	(2)
RESULTAT GLOBAL	146	155
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle	0	0
Dont part des actionnaires de la société mère	146	155

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

En millions d'euros	Capital (1)	Réserves liées au capital	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Gains ou pertes latents ou différés	Résultat net (Part des actionnaires de la société mère)	Capitaux propres (Part des actionnaires de la société mère)	Capitaux propres (Part des part. ne donnant pas le contrôle)	Total capitaux propres consolidés
Capitaux propres au 31 décembre 2022	415	0	2 067	0	(2)	90	2 570	0	2 570
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi.					(2)		(2)		(2)
Résultat de la période avant affectation						157	157		157
Résultat global de la période					(2)	157	155		155
Affectation du résultat de l'exercice précédent			90			(90)			
Distribution de l'exercice			(72)				(72)		(72)
Capitaux propres au 31 décembre 2023	415	0	2 085	0	(4)	157	2 653	0	2 653
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi.					(7)		(7)		(7)
Résultat de la période avant affectation						153	153		153
Résultat global de la période					(7)	153	146		146
Affectation du résultat de l'exercice précédent			157			(157)			
Capitaux propres au 31 décembre 2024	415	0	2 242	0	(11)	153	2 799	0	2 799

(1) Au 31 décembre 2024, le capital social de DIAC S.A. de 415 100 500 euros est composé de 96 535 000 actions de 4,30 euros entièrement libérées et détenues par RCI Banque SA, elle-même détenue par Renault SAS qui est elle-même détenue par Renault S.A.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

En millions d'euros	12/2024	12/2023
Résultat net	153	157
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	4	5
Dotations nettes aux provisions	33	(11)
Produits et charges d'impôts différés	(46)	(23)
Autres (portefeuille d'instruments dérivés en juste valeur par résultat)	(1)	(4)
Capacité d'autofinancement	143	124
Autres mouvements (créances et dettes rattachées, charges constatées d'avance)	46	(145)
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net et autres ajustements	36	(178)
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	1 602	907
- Encaissements / décaissements liés aux créances sur établissements de crédit	75	(178)
- Encaissements / décaissements liés aux dettes sur établissements de crédit	1 527	1 085
Flux liés aux opérations avec la clientèle	(1 936)	(1 047)
- Encaissements / décaissements liés aux créances sur la clientèle	(1 961)	(1 057)
- Encaissements / décaissements liés aux dettes sur la clientèle	25	10
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(66)	(182)
- Encaissements / décaissements liés aux dettes représentées par des titres	(265)	207
- Encaissements / décaissements liés aux valeurs à l'encaissement	199	(389)
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	(400)	(322)
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	(211)	(343)
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(4)	(8)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	(4)	(8)
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	228	(72)
- Remboursement d'instruments de capital et emprunts subordonnés	228	0
- Dividendes versés	0	(72)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	228	(72)
Effet des var. des taux de change et de périmètre sur la trésorerie et équivalents (D)	0	0
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie (A+ B+ C+D)	13	(423)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture :	(77)	346
- Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(77)	346
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture :	(64)	(77)
- Comptes actif et prêts à vue auprès des établissements de crédit	350	335
- Comptes passif et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(414)	(412)
Variation de la trésorerie nette	13	(423)

La ligne « Trésorerie et équivalents de trésorerie » est composé d’opérations au jour le jour et de dépôts à vue. Ces éléments constitutifs sont présentés en notes 2 et 7.1.

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

DIAC S.A., société mère du groupe, est une société anonyme à conseil d’administration, au capital de 415 100 500 euros entièrement libéré, entreprise soumise à l’ensemble des dispositions législatives et réglementaires des établissements de crédit et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le n° SIREN 702 002 221.

Le siège social de DIAC S.A. est situé au 14, avenue du Pavé-Neuf, 93168 Noisy-le-Grand, France. DIAC S.A. est détenue par RCI Banque S.A. avec comme parent ultime Renault S.A.

DIAC S.A. a pour principale activité le financement des marques des Groupes Renault, Nissan et Mitsubshi.

Les états financiers consolidés annuels du groupe DIAC S.A. au 31 décembre 2024 portent sur la société et ses filiales, et sur les intérêts du groupe dans les entreprises associées et les entités sous contrôle conjoint.

Les comptes consolidés sont exprimés en millions d’euros (M€) sauf indication contraire.

APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS

Les comptes consolidés condensés du groupe Mobilize Financial Services France au 31 décembre 2024 ont été arrêtés par le Conseil d’Administration du 6 mars 2025 et seront présentés pour approbation à l’Assemblée Générale du 20 mai 2025.

Distribution de dividendes 2023

Aucun

Dividendes au titre de l’exercice 2024

Aucun

FAITS MARQUANTS

Nouvelles émissions de Fonds communs de titrisation :

Sur le marché de la titrisation, le groupe a placé pour environ 765 M€ de titres adossés à des crédits octroyés par DIAC.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

En application de la réglementation européenne, les comptes consolidés du groupe Mobilize Financial Services France de l’exercice 2024 sont préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l’IASB (International Accounting Standards Board) au 31 décembre 2024 et tel qu’adopté dans l’Union européenne à la date de clôture des comptes.

A) Evolutions des principes comptables

Le groupe Mobilize Financial Services France applique les normes et amendements parus au Journal Officiel de l’Union Européenne d’application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2024.

➤ Nouveaux textes d’application obligatoire en 2024

IFRS 17 et amendements	Contrats d’assurance
Amendement IAS 1	Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants
Amendement IFRS 16	Passif de location dans le cadre d’une cession-bail
Amendements IAS 7	Entente de financement de fournisseurs

L’application des amendements IAS 1, IFRS 16 et IAS 7 à compter du 1^{er} janvier 2024 est sans effet significatif sur les états financiers du groupe.

➤ **Nouveaux textes non appliqués par anticipation par le groupe**

Nouvelles normes et amendements IFRS non adoptés par l'Union Européenne		Date d'application selon l'IASB
Amendement IAS 21	Absence de convertibilité	1 ^{er} janvier 2025

Le groupe n'anticipe à ce stade aucun impact significatif sur les comptes consolidés du fait de l'application de cet amendement.

➤ **Autres normes et amendements non encore adoptés par l'Union Européenne**

Par ailleurs, l'IASB a publié de nouvelles normes et amendements non adoptés à ce jour par l'Union Européenne.

Nouvelles normes et amendements IFRS non adoptés par l'Union Européenne		Date d'application selon l'IASB
Amendement IFRS 9/17	Classement et évaluation des instruments financiers	1 ^{er} janvier 2026
Amendement IFRS 9/17	Contrats d'électricité dont la production dépend de la nature (« renouvelable »)	1 ^{er} janvier 2026
Améliorations annuelles Volume 11 IFRS 18	Processus annuel d'amélioration des normes	1 ^{er} janvier 2026
IFRS 18	Classement Présentation et informations à fournir dans les états financiers	1 ^{er} janvier 2027
IFRS 19	Filiales n'ayant pas d'obligation d'information du public	1 ^{er} janvier 2027

Le Groupe étudie les impacts d'IFRS 18 et n'anticipe aucun impact significatif sur les comptes consolidés du fait de l'application des autres amendements.

B) Estimations et jugements

Pour établir ses comptes, le groupe Mobilize Financial Services France doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. Le groupe Mobilize Financial Services France revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes de celles qui avaient été prévues, les montants figurant dans ses futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles. La valeur recouvrable des créances sur la clientèle et les provisions sont les principaux postes des états financiers dépendant d'estimations et jugements. L'impact de ces estimations au 31 décembre 2024 est décrit ci-dessous :

Hypothèses significatives pour les calculs de pertes attendues IFRS 9 :

Elles sont proches de celles retenues au cours de l'exercice précédent.

Forward Looking

La provision « forward looking » est composée d'une provision statistique et d'une provision d'expertise sectorielle.

Approche sectorielle

La provision forward looking intègre une provision sectorielle qui sert à couvrir le risque de certains secteurs d'activité spécifiques (dont les entreprises opérant dans ces secteurs et les particuliers travaillant dans ces entreprises). Chaque semestre, Coface fournit une évaluation actualisée du risque de défaut commercial (faible, moyen, élevé et Très élevé) pour les principaux secteurs économiques.

Actuellement, les secteurs présentant le risque le plus élevé dans une perspective sectorielle sont la construction, la fabrication de papier et le textile-habillement.

Selon des analyses complémentaires, les secteurs du tourisme, de l'hébergement, des loisirs et de l'économie créative ne sont plus considérés comme risqués en 2024.

Le montant de la provision forward looking sectorielle est indiqué dans le tableau plus bas.

Approche statistique

La provision statistique est basée sur 3 scénarios :

- **Scénario « Stability »** : Stabilité pendant les trois prochaines années des paramètres de provisions des pertes attendues ou ECL (Expected Credit Losses), sur la base des derniers paramètres de risque disponibles ;

- **Scénario « Baseline »** : utilisation des paramètres de stress issus de modèles internes. Les paramètres PD et LGD sont soumis à des stress tests en fonction des prévisions des indicateurs macroéconomiques correspondants au scénario « Baseline » établi par la BCE.

- **Scénario « Adverse »** : approche similaire au scénario « Baseline » mais avec une utilisation de données macro-économiques dégradées établies par la BCE. Ces données sont utilisées pour modéliser des PD/LGD plus élevées, entraînant des pertes attendues (ECL) plus importantes.

Tous les indicateurs macroéconomiques ci-dessous sont pondérés pour les marchés de Mobilize Financial Services France et sont basés sur les dernières prévisions de la BCE.

L'activité économique a progressé modérément en 2024, la consommation des ménages profitant néanmoins de l'augmentation du pouvoir d'achat due à la diminution de l'inflation. En 2025 et 2026, la croissance s'intensifierait et sera soutenue par la reprise de l'investissement privé à mesure que les taux d'intérêt se détendraient.

La croissance annuelle moyenne du PIB en volume s'établit à 0,7 % en 2024, et devrait se renforcer de 1,1 % en 2025 et de 1,7 % en 2026.

L'inflation a nettement diminué, atteignant en moyenne annuelle de 2,5 % en 2024, puis 1,7 % en 2025 et 2026, grâce à la baisse des prix de l'alimentation, de l'énergie et des biens manufacturés.

Le taux de chômage devrait connaître une légère hausse au cours des deux prochaines années, passant de 7,5 % en 2024 à 7,8 % en 2025, puis 7,9 % en 2026. L'évaluation générale d'une situation tendue sur le marché du travail demeure pertinente.

Cela entraîne des variations dans la pondération des scénarios – la nouvelle proposition de pondération reflète l'incertitude mondiale et une perspective prudente pour l'économie. L'instabilité politique nécessite ces ajustements.

Clientèle et Réseau	FL Scénario Poids – décembre 2023			FL Scénario Poids – décembre 2024			Variance		
	Stability	Baseline	Adverse	Stability	Baseline	Adverse	Stability	Baseline	Adverse
France	0,35	0,55	0,10	0,25	0,50	0,25	-0.10	-0.05	0,15

Ces pondérations reflètent leurs probabilités de survenance, permettant ainsi de calculer une provision forward looking statistique. Le montant de la provision est obtenu par différence avec les provisions comptables IFRS 9 du scénario « Stability ».

L'évolution de la provision forward looking réalisée au 31 décembre 2024 par rapport au 31 décembre 2023 est détaillée dans le tableau ci-dessous.

En millions d'euros	Clientèle			Réseau			Total
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	12/2024
France	19	16	4	2			41

En millions d'euros	Clientèle			Réseau			Total
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	12/2023
France	22	13	3				38

Ainsi, la provision totale du Forward looking (activité financement Clientèle et Réseaux) s'est élevée à :

Approche statistique : 35,1 M€ à fin décembre 2024 contre 27,9 M€ à fin décembre 2023.
Approche sectorielle : 6,1 M€ à fin décembre 2024 contre 9,7 M€ à fin décembre 2023.
Les provisions statistique et sectorielle s'établissent à 41,3 M€ contre 37,6 M€ à fin décembre 2023.

Sensibilité du forward looking statistique par rapport à décembre 2023 :

L'application d'une pondération de 100 % au scenario Stability conduirait à une réduction de la provision statistique de 22 M€.
L'application d'une pondération de 100 % au scenario Baseline conduirait à une augmentation de 4 M€ de la provision statistique.
L'application d'une pondération de 100 % au scenario Adverse conduirait à une augmentation de 45 M€ de cette provision.

Provisions au dire d'expert

Un ajustement des provisions statistiques peut être éventuellement apporté au niveau local. L'expert peut ajuster l'allocation d'une exposition performante ou non performante, ainsi que l'ECL calculée s'il a des informations complémentaires. Ces ajustements doivent être justifiés et sont classés en 2024 en cinq catégories : risque de crédit relatif aux clients fragiles, risque relatif à l'inflation, risque individuel sur contrepartie(s) entreprise(s), paramètres de non-adéquation statistique (paramètres de risque), autres provisions à dire d'expert (ex-risques identifiés sur des sous-portefeuilles, ajustements sur des contrats en défaut ou présentant des impayés).

En millions d'euros	Clientèle			Réseau			Total 12/2024
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	
Risque relatif aux clients fragiles	(0)						(0)
Risque relatif à l'inflation							
Risque individuel sur contrepartie entreprise		(6)					(6)
Risque de non-adéquation statistique	(2)	0	(3)				(5)
Provisions à dire d'expert	1		(9)			(1)	(9)
Total	(2)	(6)	(11)	0	0	(1)	(20)

En millions d'euros	Clientèle			Réseau			Total 12/2023
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	
Risque relatif aux clients fragiles	1						1
Risque relatif à l'inflation	9						9
Risque individuel sur contrepartie entreprise		2					2
Risque de non-adéquation statistique	(2)	0					(1)
Provisions à dire d'expert			(8)	0	0	(1)	(8)
Total	10	2	(8)	0	0	(1)	3

Provision Clientèle

Risque relatif aux clients fragiles

Les clients fragiles doivent être identifiés par la mise en œuvre d'un arbre de décision et/ou par la mise en place d'un modèle de score. Lorsque l'identification des clients est réalisée, il convient d'établir la sévérité de la difficulté pour définir les actions associées à cette sévérité. Une provision d'expertise additionnelle doit être appliquée aux clients fragiles de sévérité élevée et moyenne classés en Bucket 1.

Risque relatif à l'inflation

Sur les portefeuilles Grand Public, un ajustement lié à une dégradation de la solvabilité des clients qui voient le coût de la vie impacté par l'inflation a été généralisé fin 2022. La méthodologie utilisée pour calibrer cet ajustement consiste à estimer quelle part du portefeuille en Bucket 1 serait susceptible de basculer en Bucket 2 en stressant les éléments de coût de la vie, et de couvrir cette partie du portefeuille en Bucket 1 sur la base du taux moyen de provisionnement des Bucket 1 et Bucket 2.

Sur l'exercice 2024, la provision a été entièrement reprise en raison d'une baisse structurelle de l'inflation et des coûts de l'énergie en 2023 et 2024.

Risque individuel sur contrepartie entreprise

Ces expertises sont appliquées lors de revues individuelles d'entreprises.

Risque de non-adéquation statistique

Ces expertises sont réalisées afin de couvrir des biais ou incertitudes sur les paramètres de risque. Elles peuvent également être appliquées pour anticiper des évolutions de paramètres ou des changements de modèles.

Autres provisions à dire d'expert

Les autres provisions à dire d'expert incluent les expertises liées à l'identification d'une poche de risque sur un segment précis (« risk cluster »), les ajustements hors modèle sur des contrats restructurés lorsque des signes d'une possible dégradation sont identifiés (« moratoria »), et la reclassification des encours Bucket 3 en impayés techniques. A la suite de l'application de la nouvelle définition du défaut (NDoD), un certain nombre de clients reste systématiquement en défaut, expliqué par la rétention en B3 durant la période probatoire de 3 mois une fois que le client n'a plus d'arriéré.

Provision Réseau

En ce qui concerne la partie Réseau un ajustement des provisions statistiques peut être éventuellement apporté au niveau local en cas de nécessité. L'expert peut ajuster l'ECL calculé s'il a des informations complémentaires. Ces ajustements doivent être justifiés.

C) Principes de consolidation

Périmètre et méthodes de consolidation

Les comptes consolidés intègrent les comptes des sociétés contrôlées de manière exclusive par le groupe directement ou indirectement.

Les transactions significatives entre les sociétés consolidées, ainsi que les profits internes non réalisés sont éliminés. La filiale Diac Location est consolidée en Intégration globale.

Les actifs titrisés de DIAC S.A., pour lesquels le groupe Mobilize Financial Services France conserve la majorité des risques et avantages, sont maintenus à l'actif du bilan. Le groupe considère qu'il conserve le contrôle sur les fonds communs de titrisation (FCT) créés dans le cadre de ses opérations de titrisation, en raison de la détention des parts les plus risquées, jugées déterminantes pour l'exercice du pouvoir conformément à la norme IFRS 10. Le fonds contrôlé est ainsi consolidé par intégration globale, ce qui implique une élimination des opérations réciproques ainsi que la conservation des créances cédées, des intérêts courus et des provisions afférentes qui leur sont rattachés à l'actif de la situation financière consolidée. En parallèle, les emprunts obligataires émis par le fonds sont intégrés au passif du bilan du groupe et les charges y afférentes sont intégrées au compte de résultat.

Conformément aux dispositions d'IFRS 9, le groupe ne décomptabilise pas les créances titrisées car le fonds commun de titrisation (FCT) chargé de leur gestion reste sous le contrôle de Mobilize Financial Services France. Dans le cadre du business model de « collecte » et conformément à la politique comptable et aux seuils du groupe, les cessions de créances par titrisation sont peu fréquentes mais significatives. Ces cessions de créances via la titrisation ne remettent pas en cause le business model de « collecte » appliqué à ces portefeuilles et leur comptabilisation au coût amorti.

D) Présentation des états financiers

Les états de synthèse sont établis sur la base du format proposé par l'Autorité des Normes Comptables (ANC) dans sa recommandation n° 2017-02 du 14 juin 2017 relative au format des comptes consolidés des établissements du secteur bancaire établis selon les normes comptables internationales.

Base d'évaluation

Les états financiers consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux règles édictées par les IFRS. Ces catégories sont précisées dans les notes ci-après.

Résultat d'exploitation

Le résultat des cessions d'activités ou de participations opérationnelles (totales ou partielles), le résultat des cessions de participations dans des entreprises associées et coentreprises (totales ou partielles) et les autres résultats liés aux variations de périmètre sont comptabilisés en produits ou charges des autres activités.

Les coûts directs d'acquisition des sociétés consolidées par intégration globale sont comptabilisés en charges des autres activités. Les frais connexes à l'acquisition comme les commissions d'apporteurs d'affaires, les honoraires de conseil, juridiques, comptables, de valorisation et autres honoraires professionnels ou de conseil, sont enregistrés en charges pour les périodes au cours desquelles les coûts sont encourus et les services reçus.

Secteurs opérationnels

Les informations par secteur opérationnel sont établies sur la base des reportings internes communiqués au Comité exécutif groupe, identifié comme le « principal décideur opérationnel » au sens de la norme IFRS 8. La segmentation opérationnelle s'aligne sur la répartition par marché, en cohérence avec la stratégie de l'entreprise. Les contributions par marché sont analysées par période sur les principaux agrégats du compte de résultat et l'encours moyen productif.

Le groupe Mobilize Financial Services France a pour mission d'apporter une gamme complète de financements et services à ses deux marchés de référence : 1) les financements et services associés à la clientèle final (Grand Public et Entreprises regroupés), autres que ceux du Réseau et 2) les financements octroyés au Réseau de concessionnaires du Renault Group et des marques Nissan et Mitsubishi. Ces deux clientèles ont des attentes différentes qui nécessitent une approche spécifique en termes de marketing de l'offre, de processus de gestion, de ressources informatiques, de méthodes commerciales et de communication.

Activité	Clientèle	Réseau
Crédit	• ✓	• ✓
Location Financière	• ✓	NA
Location Opérationnelle	• ✓	NA
Services	• ✓	NA

E) Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont comptabilisées et amorties selon l'approche par composants. Les éléments d'un ensemble plus ou moins complexe sont séparés en fonction de leurs caractéristiques et de leurs durées de vie ou de leur capacité à procurer des avantages économiques sur des rythmes différents.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût historique d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur le cas échéant.

Les immobilisations corporelles autres que les terrains sont généralement amortis linéairement sur les durées estimées d'utilisation suivantes :

Constructions	15 à 30 ans
Autres immobilisations corporelles	4 à 8 ans

Les immobilisations incorporelles comprennent essentiellement des logiciels amortis linéairement sur trois ans. Certains logiciels peuvent faire l'objet d'un amortissement linéaire sur une durée plus longue si le groupe juge que la durée de trois ans ne reflète pas de façon fidèle leur durée d'utilisation.

F) Pertes de valeur

Les immobilisations font l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an et dès que survient un indice de perte de valeur, en comparant la valeur comptable des actifs à leur valeur recouvrable, celle-ci étant définie comme la plus élevée entre la juste valeur (diminuée du coût de cession) et la valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est déterminée à partir de la valeur actualisée des flux futurs de trésorerie estimés provenant de l'utilisation des actifs. Les flux futurs de trésorerie sont issus du plan d'affaires, établi et validé par la Direction, auquel s'ajoute une valeur terminale basée sur des flux de trésorerie normatifs actualisés, après application d'un taux de croissance à l'infini.

Valeurs résiduelles

Le groupe Mobilize Financial Services France assure un suivi systématique et régulier des valeurs de revente des véhicules d'occasion afin notamment d'optimiser la tarification des opérations de financement. La détermination des valeurs résiduelles des contrats se fait dans la plupart des cas par l'utilisation de grilles de cotation qui fournissent pour chaque catégorie de véhicules une valeur résiduelle caractéristique du couple durée/kilométrage.

Pour les contrats dans lesquels la valeur de reprise des véhicules n'est pas garantie au terme contractuel par un tiers externe, un ajustement prospectif du plan d'amortissement peut être constaté en cas de variation de la valeur de revente prévisionnelle. La valeur de revente prévisionnelle est estimée en prenant notamment en compte l'évolution récente et connue du marché des véhicules d'occasion, qui peut être influencée par des facteurs externes (situation économique, fiscalité) ou internes (évolution de la gamme, baisse des tarifs du constructeur).

G) Les contrats de location

Un contrat contient une location s'il confère au preneur le droit d'utiliser un actif spécifié pendant une période spécifiée en retour d'un paiement.

Contrats de location, côté preneur

En tant que preneur, le Groupe est engagé essentiellement dans des contrats de location immobilière.

Lorsque le groupe est preneur, à l'initiation du contrat, un actif lié au droit d'utilisation amorti sur la durée de location estimée est reconnu en contrepartie d'une dette financière évaluée initialement à la valeur actualisée des paiements locatifs fixes sur la durée de location, et désactualisée au taux implicite du contrat de location s'il peut être facilement déterminé ou au taux d'emprunt marginal sinon. Le taux d'emprunt marginal, calculé par zone monétaire, correspond au taux sans risque en vigueur dans la zone, augmenté de la prime de risque du Groupe applicable pour la devise locale. La durée du contrat de location correspond à la période non résiliable pendant laquelle le preneur a le droit d'utiliser le bien loué, à laquelle s'ajoutent les options de renouvellement que le groupe a la certitude raisonnable d'exercer.

Les loyers liés aux contrats de location de courte durée (de 12 mois ou moins) et aux contrats de location d'actifs de faible valeur sont comptabilisés en charges opérationnelles.

Contrats de « location opérationnelle », côté bailleur

Lorsqu'il est bailleur, le groupe Mobilize Financial Services France opère une distinction entre les contrats de « location financement » (traités plus bas avec les actifs financiers) et les contrats de « location opérationnelle ».

Le principe général conduisant le groupe Mobilize Financial Services France à qualifier ses contrats de location en « location opérationnelle » est toujours celui du « non-transfert » des risques et avantages inhérents à la propriété. Ainsi, les contrats qui prévoient que le véhicule loué soit repris en fin de contrat par une entité du groupe Mobilize Financial Services France sont qualifiés de contrat de « location opérationnelle », la majorité des risques et avantages n'étant pas transférée à un tiers extérieur au groupe. La qualification de location opérationnelle des contrats comportant un engagement de reprise par le groupe Mobilize Financial Services France tient également compte de la durée estimée de ces contrats. Celle-ci est très inférieure à la durée de vie économique des véhicules, estimée par le groupe Renault à sept ou huit ans selon le type de véhicule, ce qui conduit l'ensemble des contrats assortis de cet engagement à être considérés comme des contrats de location opérationnelle. La qualification en location opérationnelle des locations de batteries de véhicules électriques se justifie par la conservation par le groupe Mobilize Financial Services France des risques et avantages commerciaux inhérents à la propriété tout au long de la durée de vie automobile des batteries fixée de 8 à 10 ans, durée bien plus longue que les contrats de location.

Les contrats de « location opérationnelle » sont comptabilisés en immobilisations données en location et font apparaître au bilan les immobilisations en valeur brute, desquelles sont déduits les amortissements et auxquelles s'ajoutent les créances de loyer et les coûts de transactions restant à étaler. Les loyers et les amortissements sont comptabilisés de manière distincte au compte de résultat dans les produits (et charges) net(te)s des autres activités. Les amortissements s'effectuent hors valeur résiduelle et sont rapportés au résultat de manière linéaire comme les coûts de transactions. L'évaluation du risque de contrepartie et l'appréciation du risque sur les valeurs résiduelles ne sont pas remises en cause par cette classification.

Les résultats des opérations de revente de véhicules à l'issue des contrats de location opérationnelle sont classés parmi les « Produits (et charges) net(te)s des autres activités ».

H) Evaluation et présentation des prêts et créances sur la clientèle et contrats de « Location Financement »

Le groupe Mobilize Financial Services France qualifie ses contrats de location en « location financière » dès lors qu'il y a transfert des risques et avantages liés à la propriété. Ces contrats sont comptabilisés en substance comme des créances de financement des ventes. Les créances de financement des ventes, de financement du réseau et les prêts liés à des placements de trésorerie sont classés comme « prêts et créances émis par l'entreprise » selon IFRS 9. Les prêts journaliers auprès de la Banque Centrale sont inscrits dans « Caisse et Banques Centrales ».

Les créances de financement des ventes à la clientèle finale et de financement du réseau sont enregistrées initialement à la juste valeur et comptabilisées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Ce calcul inclut, outre la part contractuelle de la créance, les bonifications d'intérêt reçues du constructeur ou du réseau dans le cadre de campagnes promotionnelles, les frais de dossiers payés par les clients et les rémunérations versées aux apporteurs d'affaires. Leur constatation au compte de résultat fait l'objet d'un étalement actuariel au TIE des créances auxquelles ils sont rattachés.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux de rendement interne jusqu'à l'échéance ou, pour les créances à taux révisable, jusqu'à la date la plus proche de refixation du taux. L'amortissement actuariel de toute différence entre le montant initial de la créance et son montant à l'échéance est calculé selon la méthode du TIE.

Les commissions liées à un contrat de financement sont intégrées comme coûts marginaux selon IFRS 9. Les commissions indépendantes (« stand-alone ») sont comptabilisées selon IFRS 15 et reconnues au résultat lorsque l'obligation de performance est remplie (à un instant précis ou à l'avancement).

Les résultats des opérations de revente de véhicules à l'issue des contrats de location financière sont classés parmi les « Produits (et charges) net(te)s des autres activités ».

Ainsi, les plus et moins-values sur revente de véhicules relatives aux contrats sains, les flux de provisions pour risques sur valeurs résiduelles ainsi que les plus et moins-values sur véhicules dégagées à l'occasion de sinistres et les indemnités d'assurance correspondantes sont classés dans les « Autres produits d'exploitation bancaire » et « Autres charges d'exploitation bancaire ».

I) Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle et contrats de « Location Financement »

Tous les instruments financiers entrant dans le champ de la norme IFRS 9 se voient affecter une dépréciation pour pertes attendues dès leur date d'origination (à l'exception de ceux dépréciés dès l'origine ou acquis en présence d'un événement de défaut). Chaque prêt ou créance, en date d'arrêt, est classé dans une catégorie de risque selon qu'il a subi ou non de détérioration significative du risque de crédit depuis sa comptabilisation initiale. De cette classification dépend le niveau de la provision pour perte de valeur attendue à comptabiliser pour chaque instrument :

- Bucket 1 : aucune dégradation ou dégradation non significative du risque de crédit depuis l'origination, la perte de valeur correspond aux pertes attendues sur l'actif dans un horizon de 12 mois ;
- Bucket 2 : dégradation significative du risque de crédit depuis l'origination ou contrepartie financière non investment-grade, la perte de valeur correspond aux pertes attendues sur l'actif sur l'intégralité de sa durée de vie,
- Bucket 3 : Classement en défaut de la contrepartie

La date d'origination des actifs est la date à laquelle le groupe est irrévocablement engagé vis-à-vis de sa contrepartie, via la signature d'un engagement ou via la constatation de la créance.

Affectation entre les trois catégories de risque

Pour répartir les actifs entre les trois catégories, différents systèmes de notation interne sont actuellement utilisés dans le groupe Mobilize Financial Services France.

Pour les contreparties bancaires, une notation groupe est établie à partir des ratings externes et du niveau de fonds propres de chaque contrepartie.

Pour les clients Réseau et Clientèle, les portefeuilles sont découpés en quatre segments sur lesquels sont développés des scores de comportement : Grand Public, Entreprises, Très Grandes Entreprises (France uniquement), Réseau. Les variables de score sont spécifiques à chaque pays et à chaque segment et incluent des critères qualitatifs ; forme juridique de l'entreprise, âge de l'entreprise, type de véhicule : véhicule neuf/véhicule Occasion, pourcentage d'apport comptant, état civil, mode d'habitation, profession, et quantitatifs ; durée de l'impayé en cours, durée écoulée depuis le dernier impayé régularisé, exposition, durée initiale de financement, ratios bilantiels usuels.

La dégradation significative du risque de crédit (le passage de Bucket 1 en Bucket 2) est analysée au niveau de la transaction, c'est-à-dire par contrat de financement pour l'activité « Financement clientèle particuliers et entreprises » ou par ligne de financement pour l'activité « Financement Réseau ». Pour les portefeuilles en notation IRB-A, un déclassement du Bucket 1 vers le Bucket 2 est effectué en fonction de la dégradation de la notation de la transaction par rapport à l'origination. Pour les portefeuilles en méthode standard (non notés), le déclassement du Bucket 1 en Bucket 2 s'effectue en fonction d'arbres de décision différents entre les activités Clientèle et Réseau, tenant compte entre autres de la présence d'impayés et des restructurations de contrats.

Par la suite, le retour en Bucket 1 pour les portefeuilles Clientèle et Réseau, notés en IRB-A, se fait lorsque le rating de la transaction s'est amélioré, lorsque le statut risque du tiers s'est amélioré pour les portefeuilles Réseau en approche standard. Pour les portefeuilles Clientèle en approche standard non notés, le retour en Bucket 1 s'opère douze mois après la date de régularisation du dernier impayé.

Enfin, le retour en Bucket 2 des instruments classés en Bucket 3 s'opère lorsque le client a remboursé l'intégralité de ses impayés et qu'il ne rencontre plus de critère de défaut. Pour l'activité Réseau, les lignes de financement originées lorsque le client était en défaut (POCI) restent en Bucket 3. En cas de retour en Bucket 1, les nouvelles expositions suivent ce statut.

Cas spécifique des encours restructurés

Le groupe Mobilize Financial Services France applique, pour l'identification des encours restructurés, la définition de l'European Banking Authority (EBA) donnée dans son ITS (Implementing Technical Standards) 2013/03 rev1 du 24 juillet 2014.

La restructuration de crédit (ou Forbearance) consiste dans la mise en place de concessions envers un client emprunteur qui rencontre ou est sur le point de rencontrer des difficultés financières pour honorer ses engagements. Elle désigne ainsi les cas de modification des clauses et des conditions d'un contrat afin de redonner au client en difficulté financière la possibilité d'honorer ses engagements (exemple : changement du nombre d'échéances, report de la date d'échéance, changement du montant des échéances, changement du taux client) ou de refinancement total ou partiel d'un engagement d'une contrepartie en difficulté (au lieu de le résilier), qui n'aurait pas eu lieu si le client n'avait pas connu de difficultés financières. Sont exclues des créances restructurées, les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas de difficultés financières.

Même si les difficultés financières s'appréhendent en revanche au niveau du client, l'encours restructuré se définit au niveau du contrat (« facility ») qui est restructuré, et non au niveau du tiers (pas de principe de contagion).

Les encours restructurés sont soit déclassés en Bucket 2 (performing, «viable forbearance measure») ou en Bucket 3 (non-performing, «distressed forbearance measure»).

Par la suite, un contrat peut sortir des encours restructurés si les conditions cumulatives suivantes sont remplies :

- Le contrat est considéré comme performant (sain ou incidenté) et l'analyse de la situation du client confirme qu'il a recouvré sa solvabilité et sa capacité à honorer ses engagements ;
- Un minimum de deux ans de période probatoire s'est écoulé depuis que le contrat restructuré est revenu en encours performant ;
- Des remboursements réguliers et significatifs ont été effectués par le client au cours, a minima, de la moitié de la période probatoire ;
- Aucune des expositions du client ne présente d'impayés de plus de 30 jours à la fin de la période probatoire.

Si un contrat restructuré classé performing bénéficie à nouveau de mesures de restructuration (extension de durée, etc.) ou s'il présente des impayés de plus de 30 jours durant sa période d'observation, il doit être déclassé en défaut (annulation de sa période d'observation).

Mesure des pertes de crédit attendues

Conformément à la norme IFRS 9, les pertes de crédit attendues (ECL) correspondent à l'espérance de la perte de crédit (En principal et en intérêts), actualisée au taux d'intérêt effectif (TIE) de l'actif. Ce montant constitue la provision affectée à une facilité ou à un portefeuille.

Les ECL sont déterminées comme le produit des éléments suivants, actualisés au TIE du contrat :

- Exposure at Default (EAD) : Montant de l'exposition attendue en cas de défaut de la contrepartie, en tenant compte des remboursements anticipés éventuels.
- Probabilité de défaut (PD) : Probabilité qu'une contrepartie du Groupe fasse défaut à l'horizon d'un an, basé sur les paramétrages bâlois.
- Loss Given Default (LGD) : Rapport entre la perte subie sur une exposition en cas de défaut d'une contrepartie et le montant de l'exposition au moment de défaut. L'estimation s'appuie sur les données prudentielles en approche IRB, avec des ajustements pris en compte si nécessaire.

Pour les contrats dont la maturité est inférieure à 12 mois, la provision reste identique que l'opération soit classée en Bucket 1 ou en Bucket 2. Ce point est particulièrement significatif pour le périmètre Réseau, composé principalement de financements à court terme.

Information prospective et « forward looking »

Pour le calcul des pertes de crédit attendues (ECL), la norme IFRS 9 exige l'utilisation d'informations pertinentes, internes et externes, validées et raisonnablement disponibles. Cet estimation prospective repose sur une moyenne pondérée de scénarios probabilisés, intégrant les effets des évolutions économiques futures sur le risque de crédit.

Cette approche « forward looking » vise à refléter les impacts potentiels des variations macroéconomiques sur les pertes attendues.

Les projections macroéconomiques sont appliquées à l'ensemble des contrats du portefeuille, quel que soit le type de produit, qu'il s'agisse de crédits, de locations financières ou opérationnelles. Pour chaque scénario envisagé, des paramètres spécifiques, tels que la probabilité de défaut (PD) et la perte en cas de défaut (LGD), sont définis afin de déterminer les pertes attendues associées.

Dans le groupe, la provision forward-looking inclut une provision sectorielle pour couvrir dans le secteur Clientèle corporate les secteurs identifiés comme fragilisés et une provision statistique qui tient compte de scénarios macro-économiques appliqués à l'ensemble des encours Clientèle et Réseau.

La provision statistique est basée sur trois scénarios ; Stabilité, Baseline et Adverse qui sont ensuite pondérés pour tenir compte des dernières projections macro-économiques à date de l'OCDE (variation de PIB, taux de chômage et inflation) et de leur probabilité de survenance, ce qui permet de calculer une provision forward looking statistique (montant de la provision obtenu par différence avec les provisions comptables du scénario Stability).

Critères de passage en défaut

Le passage en défaut d'un instrument financier au sein du groupe Mobilize Financial Services France repose sur des critères quantitatifs et qualitatifs.

Critères quantitatifs : Un instrument est en défaut lorsque les impayés non techniques du client dépassent 500 EUR (seuil absolu) ou 1 % de son encours total dans la situation financière (seuil relatif de la BCE) pendant plus de 90 jours consécutifs. Ce calcul doit être réalisé sur une base quotidienne pour garantir une surveillance précise.

Critères qualitatifs : le groupe s'appuie sur les indicateurs pouvant traduire une absence probable de paiement tels que ; la présence d'un ou plusieurs impayés depuis au moins trois mois, conformément aux règles de comptabilisation des retards, une dégradation significative de la situation financière de la contrepartie (cas de surendettement, redressement ou liquidation judiciaire, faillite personnelle, liquidation de biens ou assignations devant un tribunal international) ou l'existence de contentieux ou de procédures judiciaires entre la contrepartie et l'établissement.

Ces éléments sont utilisés pour évaluer la capacité et la volonté du client à honorer ses engagements financiers.

Les créances litigieuses faisant l'objet d'un refus de paiement de la part du client à la suite de contestation de l'interprétation des clauses du contrat si la situation financière du client n'apparaît pas compromise, les clients à conditions de paiement négociables s'il n'y a aucun doute sur le recouvrement et les créances sur lesquelles ne pèse qu'un risque pays sont exclues des créances en défaut.

Règles de passage en pertes

Le passage en perte consiste à réduire la valeur brute comptable d'un actif financier lorsqu'il n'y a pas d'attente raisonnable de rétablissement. Les filiales du groupe Mobilize Financial Services France doivent sortir du bilan les encours par la contrepartie d'un compte de perte, et reprendre la dépréciation associée, lorsque le caractère irrécouvrable des créances est confirmé et donc au plus tard lorsque ses droits en tant que créancier sont éteints.

En particulier, les créances deviennent irrécouvrables et donc sorties du bilan s'il s'agit :

- de créances ayant fait l'objet d'abandons de créances négociés avec le client notamment dans le cadre d'un plan de redressement ;
- de créances prescrites ;

- de créances ayant fait l'objet d'un jugement légal défavorable (résultat négatif des poursuites engagées ou de l'action d'un contentieux) ;
- de créances envers un client disparu.

J) Comptabilisation et évaluation des actifs financiers hors prêts et créances à la clientèle

Le Groupe enregistre un actif financier lorsqu'il devient partie aux dispositions contractuelles de cet instrument. Le portefeuille de titres est classé suivant les catégories d'actifs financiers fixées par la norme IFRS 9. Les OPCVM et les FCP (parts de fonds) sont réputés non SPPI et sont donc valorisés à la juste valeur par résultat. Les titres de sociétés ni contrôlées ni sous influence notable sont des instruments de capitaux propres et sont également comptabilisés en juste valeur par résultat.

Les actifs financiers répondant à la définition d'instruments de dette gérés dans le cadre d'un modèle de gestion de collecte et vente et passant les tests SPPI chez le groupe Mobilize Financial Services France sont comptabilisés en juste valeur en contrepartie des Autres éléments du résultat global. Les variations de valeur (hors intérêts courus) sont comptabilisées en réserve de réévaluation directement dans les capitaux propres. La dépréciation de ce type de titre suit les modèles préconisés par la norme IFRS 9 en fonction des ECL.

Dans tous ces cas, la juste valeur de ces actifs financiers est déterminée en priorité par référence au prix de marché, ou, à défaut, sur la base de méthodes de valorisation non basées sur des données de marché.

K) Opérations entre le groupe MFS France et le Groupe Renault et les marques Nissan et Mitsubishi

Les transactions entre parties liées sont réalisées selon des modalités équivalentes à celles qui prévalent dans le cas de transactions soumises à des conditions de concurrence normale si ces modalités peuvent être démontrées.

Le groupe Mobilize Financial Services France contribue à conquérir et fidéliser les clients des marques du Groupe Renault et des marques Nissan et Mitsubishi en apportant une offre de financements et de services intégrée à leur politique commerciale.

Les principaux indicateurs et flux entre les deux entités sont les suivants :

Aide à la vente

Au 31 décembre 2024, le groupe Mobilize Financial Services France a assuré 6 637 M€ de nouveaux financements (cartes incluses) contre 6 714 M€ d'euros au 31 décembre 2023.

Relations avec le réseau de concessionnaires

Le groupe Mobilize Financial Services France agit en partenaire financier afin de maintenir et s'assurer la bonne santé financière des réseaux de distribution du Groupe Renault et des marques Nissan et Mitsubishi.

Au 31 décembre 2024, les financements réseaux nets de dépréciations s'élèvent à 5 147 M€ contre 4 281 M€ au 31 décembre 2023.

Au 31 décembre 2024, 264 M€ sont des financements directement consentis à des filiales ou succursales du groupe Renault contre 126 M€ au 31 décembre 2023.

Au 31 décembre 2024, le réseau de concessionnaires a perçu, en tant qu'apporteur d'affaires, une rémunération de 301 M€ d'euros contre 307 M€ au 31 décembre 2023.

Relations avec les constructeurs

Le groupe Mobilize Financial Services France règle les véhicules livrés aux concessionnaires dont il assure le financement. A l'inverse, en fin de contrat, le groupe Mobilize Financial Services France est réglé par le Groupe Renault du montant des engagements de reprise des véhicules dont ce dernier s'est porté garant. Ces opérations génèrent d'importants flux de trésorerie entre les deux groupes.

Au titre de sa politique commerciale et dans le cadre de campagnes promotionnelles, le constructeur participe à la bonification des financements octroyés à la clientèle par le groupe Mobilize Financial Services France.

Au 31 décembre 2024, cette participation s'élève à 323 M€, contre 224 M€ au 31 décembre 2023.

L) Impôts sur les résultats

Le Groupe comptabilise des impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs dans la situation financière consolidée. Les impôts différés sont calculés en appliquant le dernier taux d'impôt voté à la date de clôture et applicable à la période de renversement de ces différences. Au sein d'une même entité fiscale (société juridique, établissement ou groupe d'entités redevable de l'impôt auprès de l'administration fiscale), les impôts différés actifs et passifs sont présentés de manière compensée, dès

lors que celle-ci a le droit de compenser ses actifs et passifs d'impôts exigibles. Les actifs d'impôts différés sont reconnus en fonction de leur probabilité de réalisation future et sont dépréciés lorsque leur réalisation n'est pas probable.

Pour les sociétés intégrées globalement, un passif d'impôt différé est reconnu à hauteur des impôts de distribution dont le versement est anticipé par le groupe.

Pour évaluer les provisions pour positions fiscales incertaines, le Groupe utilise une méthode d'évaluation individuelle basée en général sur le montant le plus probable. Ces provisions sont classées sur des lignes dédiées dans la situation financière consolidée, afin de se conformer à leurs caractéristiques qualitatives.

M) Engagements de retraite et assimilés

Pour les régimes à cotisations définies, les paiements du Groupe sont constatés en charges de la période à laquelle ils sont liés.

Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, la valeur actuelle de l'obligation est estimée en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âges de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie et d'une durée correspondant à la durée moyenne estimée du régime évalué.

Les écarts actuariels résultant de révisions des hypothèses de calcul et des ajustements liés à l'expérience sont enregistrés en autres éléments du résultat global.

La charge nette de l'exercice, correspondant au coût des services rendus éventuellement majorée du coût des services passés, au coût lié à la désactualisation des provisions diminuées de la rentabilité des actifs du régime est constatée en résultat dans les charges de personnel.

N) Passifs financiers

Les passifs financiers du groupe Mobilize Financial Services France sont constitué d'emprunts obligataires et assimilés, de titres de créances négociables, de titres émis dans le cadre des opérations de titrisation ainsi que de dettes auprès des établissements de crédit.

Lors de leur comptabilisation initiale, les passifs financiers sont mesurés à la juste valeur nette des coûts de transaction qui sont directement attribuables à leur émission.

A chaque clôture, en dehors des modalités spécifiques liées à la comptabilité de couverture, les passifs financiers sont évalués à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les charges financières ainsi calculées prennent en compte les frais d'émission et les primes d'émission ou de remboursement qui sont étalés actuariellement sur la durée de l'émission.

Les programmes d'émission du groupe à moyen et long terme ne présentent pas de clause qui pourrait conduire à une exigibilité anticipée de la dette.

O) Emissions structurées et dérivés incorporés

Les émissions structurées sont présentes en faible nombre. Elles sont adossées à des instruments dérivés qui viennent neutraliser le dérivé incorporé de façon à obtenir un passif synthétique à taux révisable.

Les seuls dérivés incorporés identifiés dans le groupe Mobilize Financial Services France correspondent à des sous-jacents contenus dans des émissions structurées. Lorsque les dérivés incorporés ne sont pas étroitement liés au contrat hôte, ils sont évalués et comptabilisés séparément à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont alors comptabilisées en compte de résultat. Après extraction du dérivé, l'émission structurée (contrat hôte) est évaluée et comptabilisée au coût amorti.

Les émissions structurées sont ainsi associées à des swaps dont la branche active présente des caractéristiques strictement identiques à celles du dérivé incorporé, assurant sur le plan économique une couverture efficace. Néanmoins, les dérivés incorporés séparés du contrat hôte et les swaps associés aux émissions structurées sont comptablement réputés détenus à des fins de transaction.

P) Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

Les instruments financiers dérivés sont contractés par le groupe Mobilize Financial Services France dans le cadre de sa politique de gestion des risques de taux. La comptabilisation des instruments financiers en tant qu'instruments de couverture dépend ensuite de leur éligibilité ou non à la comptabilité de couverture.

Les instruments financiers utilisés par Mobilize Financial Services France peuvent être qualifiés de couverture de juste valeur ou de flux futurs de trésorerie. Une couverture de juste valeur permet de se prémunir contre les variations de juste valeur des actifs et passifs couverts. Une couverture de flux futurs permet de se prémunir contre les variations de valeur des flux de trésorerie associés à des actifs ou des passifs existants ou futurs. Le groupe Mobilize Financial Services France applique les dispositions d'IFRS 9 pour la désignation et le suivi de ses relations de couvertures.

Evaluation

Les dérivés sont évalués et comptabilisés à leur juste valeur lors de leur comptabilisation initiale. Par la suite, à chaque clôture, la juste valeur des dérivés est réestimée.

Celle-ci correspond, en application de la norme IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur », au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre participants de marché à la date d'évaluation. Lors de la comptabilisation initiale, la juste valeur d'un instrument financier représente le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif (valeur de sortie).

La juste valeur des dérivés de taux représente ce que le groupe recevrait (ou paierait) pour dénouer à la date de clôture les contrats en cours, en prenant en compte les plus ou moins-values latentes déterminées à partir des taux d'intérêts courants à la date de clôture.

Ajustement de crédit

Un ajustement comptable est constaté sur la valorisation des portefeuilles de dérivés de gré à gré à l'exclusion de ceux compensés en chambre au titre du risque de crédit des contreparties (ou CVA, Credit Valuation Adjustment) et du risque de crédit propre (ou DVA, Debit Valuation Adjustment).

L'exposition (EAD - Exposure At Default) est approximée par la valeur de marché (MTM) incrémentée ou diminuée d'un add-on, représentant le risque potentiel futur et en tenant compte des accords de compensation avec chaque contrepartie. Ce risque potentiel futur est estimé par utilisation de la méthode standard proposée par la réglementation bancaire française (règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 26 juin 2013 relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement, article 274).

La perte en cas de défaut (LGD - Loss Given Default) est estimée par défaut à 60 %.

La probabilité de défaut (PD) correspond à la probabilité de défaut associée aux CDS (Credit Default Swap) de chaque contrepartie.

Couverture de juste valeur

Le groupe Mobilize Financial Services France a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture de juste valeur (« fair value hedge ») à ses couvertures du risque de taux d'un passif à taux fixe par un swap ou cross currency swap receveur fixe / payeur variable.

Cette comptabilité de couverture est appliquée sur la base d'une documentation de la relation de couverture à la date de mise en place et des résultats des tests d'efficacité des couvertures de juste valeur qui sont réalisés à chaque arrêté.

Les variations de valeurs des dérivés de couverture de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat.

Pour les passifs financiers couverts en juste valeur, seule la composante couverte est évaluée et comptabilisée à la juste valeur. Les variations de valeur de la composante couverte sont comptabilisées en résultat. La fraction non couverte de ces passifs est évaluée et comptabilisée au coût amorti.

En cas d'arrêt anticipé de la relation de couverture, le dérivé de couverture est qualifié d'actif ou de passif détenu à des fins de transaction et l'élément couvert est comptabilisé au coût amorti pour un montant égal à sa dernière évaluation en juste valeur.

Couverture de flux de trésorerie

Le groupe Mobilize Financial Services France a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture de flux de trésorerie (« cash-flow hedge ») dans les cas suivants :

- Couverture du risque de taux sur des passifs à taux variable par un swap receveur variable / payeur fixe ; permettant ainsi de les adosser aux actifs à taux fixe ;
- Couverture du risque de taux sur des ensembles composés d'un passif à taux fixe et d'un swap payeur variable / receveur fixe par un swap payeur fixe receveur variable ;

Des tests d'efficacité des couvertures de flux de trésorerie sont réalisés à chaque arrêté pour s'assurer de l'éligibilité des opérations concernées à la comptabilité de couverture. Le groupe calcule un ratio de couverture pour s'assurer que les nominaux des couvertures n'excèdent pas les

nominaux couverts. En ce qui concerne le deuxième type de couverture, le test pratiqué consiste à s'assurer que l'exposition au risque de taux liée aux actifs financiers non dérivés est bien réduite par les flux liés aux instruments dérivés utilisés en couverture.

Les variations de valeur de la part efficace des dérivés de couverture de flux de trésorerie sont comptabilisées en capitaux propres, dans un compte spécifique de réserve de réévaluation.

Instruments dérivés à la juste valeur par résultat

On retrouve dans ce poste les opérations non éligibles à la comptabilité de couverture et les opérations de couverture de change pour lesquelles le groupe Mobilize Financial Services France n'a pas souhaité appliquer la comptabilité de couverture.

Les variations de valeur de ces dérivés sont comptabilisées en compte de résultat.

Q) Tableau des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte. Les activités opérationnelles sont représentatives des activités génératrices de produits du groupe Mobilize Financial Services France. Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les activités d'investissement représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles.

Les activités de financement résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de trésorerie nette comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

Dans un environnement économique contrasté, RCI Banque SA, qui assure la plus grande partie du refinancement du groupe Mobilize Financial Services France, maintient une politique financière prudente et renforce son dispositif de gestion et de contrôle de la liquidité.

Liquidité

La liquidité du groupe Mobilize Financial Service France est gérée en central par RCI Banque SA.

Le groupe Mobilize Financial Services porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité.

Sur le marché obligataire, le groupe se finance sur des maturités allant de 3 à 8 ans sur le marché en euro. Cette diversification des offres permet de toucher divers types d'investisseurs.

Le recours au financement par titrisation, de format privé ou public, permet également d'élargir la base d'investisseurs.

Enfin, l'activité de collecte de dépôts, lancée en février 2012 vient compléter cette diversification et permet à l'entreprise de s'adapter aux exigences de liquidité résultant des normes Bâle 3.

Le pilotage du risque de liquidité RCI Banque SA prend en compte les recommandations de l'EBA relatives à l'Internal Liquidity Adequacy Assessment Process (ILAAP) et repose sur les éléments suivants :

Appétit pour le risque : Cet élément est défini par le Comité des risques du Conseil d'administration ;

Refinancement : Le plan de financement est construit dans une optique de diversification d'accès à la liquidité, par produit, par devise et par maturité. Les besoins de financements font l'objet de recadrages réguliers qui permettent d'ajuster le plan de financement ;

Réserve de liquidité : L'entreprise vise à disposer en permanence d'une réserve de liquidité en adéquation avec l'appétit pour le risque de liquidité. La réserve de liquidité est constituée de lignes bancaires confirmées non tirées, de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire de la BCE ou de la Banque d'Angleterre, d'actifs hautement liquides (HQLA) et d'actifs financiers. Elle est revue chaque mois par le Comité financier ;

Prix de transfert : Le refinancement des entités européennes du groupe est coordonné par la Trésorerie groupe qui gère la gestion de la liquidité et mutualise les coûts. Les coûts de liquidité internes sont revus périodiquement par le Comité financier et sont utilisés par les filiales commerciales pour la construction de leur tarification ;

Scénarios de stress : Le Comité financier est informé chaque mois de l'horizon pendant lequel l'entreprise peut assurer la continuité de son activité en utilisant sa réserve de liquidité dans divers scénarios de stress. Les scénarios de stress comprennent des hypothèses de fuite des dépôts et de perte d'accès à de nouveaux financements, d'indisponibilité partielle de certains éléments de la réserve de liquidité ainsi que des prévisions de production de nouveaux crédits. Les hypothèses de fuite des dépôts stressées sont très conservatrices et font l'objet de backtestings réguliers ;

Plan d'urgence : Un plan d'urgence établi permet d'identifier les actions à mener en cas de stress sur la situation de liquidité.

Risque de crédit

La qualité de portefeuille crédit (mesurée par le taux de prêt non performants) s'est maintenue à 2,9 % des encours clientèles (hors Réseau) en défaut en décembre 2024, en recul de 8 points de base par rapport à décembre 2023. Les encours en défaut suivent la croissance de l'encours total depuis décembre 2023.

Rentabilité

Le groupe Mobilize Financial Services France revoit régulièrement les coûts de liquidité internes utilisés pour la tarification des opérations clientèle, permettant ainsi de maintenir une marge sur la production de nouveaux crédits en ligne avec les cibles budgétaires. De façon similaire, la tarification des financements accordés aux concessionnaires est indexée sur un taux de base interne reflétant le coût des fonds empruntés et des coussins de liquidité nécessaires à la continuité d'activité.

Gouvernance

Les comités risques et reporting suivent systématiquement les indicateurs de risque et de marge instantanée du groupe MFS France.

Exposition au risque de crédit non commercial

Le risque de contrepartie bancaire résulte du placement des excédents de trésorerie, investis sous forme de dépôts à court terme, et des opérations de couverture du risque de taux ou par des produits dérivés.

Ces opérations sont très majoritairement réalisées auprès de la maison mère RCI Banque S.A. Par ailleurs, les opérations de couverture du risque de taux des opérations de titrisation par des produits dérivés font l'objet de technique de mitigation du risque de contrepartie par échange de collatéral en bilatéral.

De plus, pour satisfaire aux exigences réglementaires résultant de la mise en application du ratio de liquidité à 30 jours Liquidity Coverage Ratio (LCR), le groupe Mobilize Financial Services investit dans des actifs liquides tels que définis dans l'Acte Délégué de la Commission Européenne. Ces actifs liquides sont principalement constitués de dépôts auprès de la Banque Centrale Européenne et de titres d'états ou supranationaux. La durée moyenne du portefeuille de titres était inférieure à un an.

Environnement macroéconomique

Aux Etats Unis, le maintien de taux directeurs élevés a permis de faire baisser l'inflation. Après avoir atteint un point haut à 3,5 % fin mars 2024, l'inflation est passée de 3,4 % à fin 2023 à 2,7 % fin novembre 2024. La croissance économique a été dynamique en 2024, avec une moyenne de 2,6 % contre 3,2 % en 2023. Le marché de l'emploi est resté fort montrant cependant des signes de ralentissement. En effet, les créations d'emplois ont diminué et le taux de chômage a augmenté depuis mars 2024, atteignant 4,2 % en novembre. Ainsi, la Fed a entamé un assouplissement de sa politique monétaire. Après avoir maintenu les taux directeurs inchangés depuis juillet 2023, elle a réduit ses taux directeurs de 50 points de base en septembre, puis de 25 points de base en novembre et en décembre 2024. Le marché prévoit deux autres baisses en 2025 pour atteindre 3,9 %.

En Europe, le resserrement monétaire opéré par la BCE depuis 2022 a permis de faire baisser l'inflation de 2,9 % à fin 2023 à 2,4 % fin décembre 2024. La baisse des taux directeurs entamée en juin 2024 a ouvert une nouvelle phase de normalisation monétaire. La BCE a ainsi réduit ses taux directeurs à quatre reprises (100 points de base au total) en 2024. Le marché anticipe quatre baisses supplémentaires en 2025 (100 points de base) majoritairement au premier semestre, afin d'atteindre un niveau de 2 % en juin. L'objectif est d'atteindre ce niveau de taux jugé neutre, voire un niveau plus bas en cas de faible croissance dans les principaux pays européens (PIB du 3^{ème} trimestre : 0,9 % annuel). L'institution n'a donné aucune indication sur ses prochaines décisions de politique monétaire et a réitéré la dépendance des décisions aux données économiques disponibles à chaque réunion.

Au Royaume Uni, l'inflation a fortement diminué, passant de 4 % à fin 2023 à 1,7 % à fin septembre 2024 pour se stabiliser à 2,6 % en fin d'année. L'économie s'est légèrement redressée avec un PIB en croissance de 0,9 % à fin septembre, contre -0,3 % à fin 2023. Le marché de l'emploi se normalise, avec un taux de chômage revenant à 4,3 %, proche des niveaux de fin 2023. La hausse des salaires a progressé significativement au premier semestre, puis a ralenti atteignant un creux de 3,8 % fin août avant de remonter à 4,6 % fin octobre, contre 5,8 % fin 2023. Les élections générales de juillet 2024 ont marqué le retour au pouvoir du parti travailliste après 15 ans de gouvernement conservateur. La priorité du nouveau gouvernement est le retour de la croissance après une période prolongée d'instabilité économique. La Banque d'Angleterre (BOE) a abaissé son

taux directeur à deux reprises de 25 points de base en juillet et en novembre 2024. Le marché anticipe deux nouvelles baisses de 25 points de base en 2025, pour atteindre 4,1 % fin 2025.

Les marchés actions continuent d’afficher de bonnes performances malgré quelques périodes de retournement passager. Les valeurs américaines et européennes profitent de la baisse de l’inflation et de la solidité des bénéfices des entreprises dans un environnement économique et géopolitique incertain. L’Eurostoxx 50 et le S&P 500 progressent de +8,3 % et +23,3 % depuis la fin de 2023. Après s’être écarté tout début 2024, l’indice IBOXX Corporate Bond Euro qui avait clôturé l’année 2023 à 91 points de base, s’est resserré jusqu’à début juillet, atteignant un point bas à 82 points de base. Depuis début octobre, il a commencé à s’écarter fortement pour atteindre 99 points de base à fin décembre.

Dans ce contexte, le groupe Mobilize Financial Services a émis l’équivalent de 5,1 Md€ sur le marché obligataire en 2024. Le groupe a émis six émissions publiques senior en Euro respectivement de 2 ans (400 M€), 3.5 ans (800 M€), 4 ans (600 M€ Green bond), 5 ans (600 M€ augmenté à 700 M€ en octobre), 6 ans (800 M€) et 7 ans (700 M€) et une émission en CHF de 5 ans (120 M CHF). La filiale Polonaise a par ailleurs émis deux émissions à 3 ans pour un total de 850 M PLN. Le groupe a également renforcé sa structure de capital en émettant une deuxième souche de dette subordonnée Tier 2 10.25Y NC 5.25 (750 M€).

NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Note 1 : Secteurs opérationnels

1.1 - Segmentation par marché

En millions d’euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2024
Encours productif moyen	13 860	4 004		17 864
Produit net bancaire	328	72		400
Résultat brut d’exploitation	153	53		206
Résultat d’exploitation	86	45		131
Résultat avant impôts	86	45		131

En millions d’euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2023
Encours productif moyen	12 680	4 243		16 923
Produit net bancaire	336	64		400
Résultat brut d’exploitation	168	45		213
Résultat d’exploitation	129	48		177
Résultat avant impôts	129	48		177

Les contributions par marché sont analysées, pour les différentes périodes présentées, sur les principaux agrégats du compte de résultat ainsi que sur l’encours productif moyen.

Au niveau du Produit Net Bancaire, étant donné que la majorité des produits sectoriels du groupe Mobilize Financial Services France provient d’intérêts, ces derniers sont présentés nets des charges d’intérêts.

La détermination des résultats par secteur d’activité repose sur des conventions analytiques internes de refacturation ou de valorisation des moyens affectés. Les fonds propres alloués à chacun des pôles d’activité sont ceux effectivement mis à la disposition des filiales et succursales, répartis ensuite entre activités en fonction de règles analytiques internes.

L’Encours Productif Moyen est l’indicateur opérationnel utilisé pour le suivi des encours. Cet indicateur représentant une moyenne arithmétique des encours, sa valeur est par conséquent différente des encours figurant à l’actif du groupe Mobilize Financial Services France tels que présentés aux notes 3 et 4 des Annexes : Opérations avec la clientèle et assimilées / Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d’activité.

Les Actifs Productifs Moyens sont un autre indicateur utilisé pour le suivi des encours. Il correspond aux encours productifs moyens auxquels sont ajoutés les actifs liés aux activités de location opérationnelle.

Pour la clientèle, il s’agit de la moyenne des actifs productifs à fin. Pour le réseau il s’agit de la moyenne des actifs productifs journaliers.

1.2 - Segmentation géographique

L’intégralité des opérations du groupe Mobilize Financial Services France est réalisée en France.

Note 2 : Prêts et créances au coût amorti sur les établissements de crédit

En millions d'euros	12/2024	12/2023
Créances à vue sur les établissements de crédit	350	335
Comptes ordinaires débiteurs	350	335
Créances à terme sur les établissements de crédit	4 338	4 416
Comptes et prêts à terme sains	4 334	4 411
Créances rattachées	4	5
Total des prêts et créances sur les établissements de crédit (*)	4 688	4 751
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>4 339</i>	<i>4 415</i>

Les créances à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

Les comptes courants bancaires détenus par les fonds communs de titrisation contribuent pour partie au rehaussement de crédit des fonds. Ils s'élèvent à 344 M€ au 31 décembre 2024 et sont classés parmi les comptes ordinaires débiteurs.

Note 3 : Opérations avec la clientèle et assimilées

En millions d'euros	12/2024	12/2023
Prêts et créances sur la clientèle	20 134	18 141
Opérations avec la clientèle	7 960	7 108
Opérations de location financière	12 174	11 033
Opérations de location opérationnelle	303	378
Total opérations avec la clientèle et assimilées	20 437	18 519

La valeur brute des encours restructurés, à la suite de l'ensemble des mesures et de concessions envers les clients emprunteurs qui rencontrent (ou sont susceptibles à l'avenir de rencontrer) des difficultés financières, s'élève à 130 M€ au 31 décembre 2024 contre 89 M€ au 31 décembre 2023. Elle est dépréciée à hauteur de 61 M€ au 31 décembre 2024 contre 31 M€ au 31 décembre 2023.

3.1 - Opérations avec la clientèle

En millions d'euros	12/2024	12/2023
Créances sur la clientèle	7 965	7 112
Affacturation sain	125	154
Affacturation dégradé depuis l'origination	23	3
Autres crédits à la clientèle saines	7 070	6 368
Autres crédits à la clientèle dégradés depuis l'origination	186	216
Comptes ordinaires débiteurs sains	350	228
Créances en défaut	211	143
Créances rattachées sur clientèle	7	6
Autres crédits à la clientèle en non défaut	7	6
Eléments intégrés au coût amorti sur créances clientèle	113	111
Etalement des frais de dossiers et divers		(2)
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(15)	(13)
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	128	126
Dépréciation des créances sur la clientèle	(125)	(121)
Dépréciation sur créances saines	(19)	(17)
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	(11)	(16)
Dépréciation des créances en défaut	(95)	(88)
Total net des créances sur la clientèle	7 960	7 108

Les opérations de titrisation n'ont pas eu pour conséquence de déconsolider l'encours cédé. Les créances cédées, les intérêts courus qui y sont rattachés ainsi que les provisions afférentes figurent toujours à l'actif du bilan du groupe.

Les créances d'affacturation résultent de l'acquisition par le groupe de créances commerciales cédées par le Groupe Renault et les marques Nissan et Mitsubishi.

3.2 - Opérations de location financière

En millions d'euros	12/2024	12/2023
Créances sur opérations de location financière	12 465	11 126
Crédit-bail et location longue durée contrats sains	11 023	9 604
Crédit-bail et location longue durée contrats dégradés depuis l'origination	1 141	1 250
Créances en défaut	301	272
Créances rattachées sur opérations de location financière	1	6
Crédit-bail et location longue durée en non défaut	1	6
Eléments intégrés au coût amorti sur opérations de location financière	(31)	127
Etalement des frais de dossiers et divers	25	36
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(379)	(228)
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	323	319
Dépréciation des créances sur opérations de location financière	(261)	(226)
Dépréciation sur créances saines	(51)	(46)
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	(50)	(49)
Dépréciation des créances en défaut	(160)	(131)
Total net des créances sur opérations de location financière	12 174	11 033

Rapprochement entre l'investissement brut dans les contrats de location financière à la date de clôture et la valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir

En millions d'euros	< 1 an	De 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2024
Location financière - Investissement net	5 648	6 784	3	12 435
Location financière - Intérêts futurs à recevoir	621	572		1 193
Location financière - Investissement brut	6 269	7 356	3	13 628
Valeur résiduelle garantie revenant au groupe MFSF	4 578	5 635		10 213
<i>Dont valeur résiduelle garantie par les parties liées</i>	<i>2 113</i>	<i>2 578</i>		<i>4 691</i>
Paiements minimaux à recevoir au titre de la location (hors montants garantis par les parties liées en application d'IAS 17)	4 156	4 778	3	8 937

En millions d'euros	< 1 an	De 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2023
Location financière	4 663	6 595	1	11 259
Location financière	477	492		969
Location financière - Investissement brut	5 140	7 087	1	12 228
Valeur résiduelle garantie revenant au groupe MFSF	3 563	5 189	1	8 753
<i>Dont valeur résiduelle garantie par les parties liées</i>	<i>2 062</i>	<i>2 372</i>		<i>4 434</i>
Paiements minimaux à recevoir au titre de la location (hors montants garantis par les parties liées en application d'IAS 17)	3 078	4 715	1	7 794

3.3 - Opérations de location opérationnelle

En millions d'euros	12/2024	12/2023
Immobilisations données en location	298	373
Valeur brute des immobilisations données en location	727	768
Amortissements sur immobilisations données en location	(429)	(395)
Créances sur opérations de location opérationnelle	11	11
Créances saines et dégradées depuis l'origine	9	8
Créances en défaut	2	3
Dépréciation des opérations de location opérationnelle	(6)	(6)
Dépréciation des créances en défaut	(1)	(1)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(5)	(5)
Total net des opérations de location opérationnelle	303	378

Montant des paiements futurs minimaux à recevoir au titre des contrats de location opérationnelle non résiliables

En millions d'euros	12/2024	12/2023
Inférieur à 1 an		2
De 1 an à 5 ans		
Supérieur à 5 ans		
Total		2

3.4 - Exposition maximale au risque de crédit et indication sur la qualité des créances jugées saines par le groupe MFSF

L'exposition consolidée maximale au risque de crédit s'établit à 26 673 M€ au 31 décembre 2024 contre 25 536 M€ au 31 décembre 2023. Cette exposition comprend principalement les encours nets de financement des ventes, débiteurs divers et produits dérivés actifs ainsi que les engagements de financement irrévocables présents au hors bilan consolidé du groupe Mobilize Financial Services France (cf. note 17 Engagements donnés).

Montant des créances échues

En millions d'euros	12/2024	Dont non défaut (1)	12/2023	Dont non défaut (1)
Depuis 0 à 3 mois	501	301	387	210
Depuis 3 à 6 mois	3		2	
Depuis 6 mois à 1 an	5		4	
Depuis plus de 1 an	8		7	
Total des créances échues	517	301	400	210

(1) Ne comprend que les créances de financement des ventes non classées en Bucket 3.

Les risques sur la qualité des crédits de la clientèle font l'objet d'une évaluation (par système de score) et d'un suivi par type d'activité (Clientèle et Réseau). A la date de clôture des comptes, aucun élément ne remet en cause la qualité de crédit des créances de financement des ventes non échues et non dépréciées.

Par ailleurs, il n'existe pas de concentration de risques significative au sein de la clientèle au regard des dispositions réglementaires.

Le montant des garanties détenues sur les créances douteuses ou incidentées est de 544 M€ au 31 décembre 2024 contre 587 M€ au 31 décembre 2023.

Note 4 : Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2024
Valeur brute	15 299	5 160	370	20 829
Créances saines	13 493	5 095	365	18 953
En % du total des créances	88,2 %	98,7 %	98,6 %	91,0 %
Créances dégradées depuis l'origination	1 358	4		1 362
En % du total des créances	8,9 %	0,1 %		6,5 %
Créances en défaut	448	61	5	514
En % du total des créances	2,9 %	1,2 %	1,4 %	2,5 %
Dépréciation	(376)	(13)	(3)	(392)
Dépréciation créances saines	(66)	(7)	(2)	(75)
En % du total des dépréciations	17,6 %	53,8 %	66,7 %	19,1 %
Dépréciation créances dégradées depuis l'origination	(61)			(61)
En % du total des dépréciations	16,2 %			15,6 %
Dépréciation créances en défaut	(249)	(6)	(1)	(256)
En % du total des dépréciations	66,2 %	46,2 %	33,3 %	65,3 %
Taux de couverture	2,5 %	0,3 %	0,8 %	1,9 %
Créances saines	0,5 %	0,1 %	0,5 %	0,4 %
Créances dégradées depuis l'origination	4,5 %			4,5 %
Créances en défaut	55,6 %	9,8 %	20,0 %	49,8 %
Total des valeurs nettes (*)	14 923	5 147	367	20 437
(*) Dt entreprises liées (Hs participations reçues et rémunérations versées)	46	264	193	503

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2023
Valeur brute	14 346	4 287	239	18 872
Créances saines	12 489	4 249	237	16 975
En % du total des créances	87,1 %	99,1 %	99,2 %	89,9 %
Créances dégradées depuis l'origination	1 448	31		1 479
En % du total des créances	10,1 %	0,7 %		7,8 %
Créances en défaut	409	7	2	418
En % du total des créances	2,9 %	0,2 %	0,8 %	2,2 %
Dépréciation	(345)	(6)	(2)	(353)
Dépréciation créances saines	(62)	(5)	(1)	(68)
En % du total des dépréciations	18,0 %	83,3 %	50,0 %	19,3 %
Dépréciation créances dégradées depuis l'origination	(64)	(1)		(65)
En % du total des dépréciations	18,6 %	16,7 %		18,4 %
Dépréciation créances en défaut	(219)		(1)	(220)
En % du total des dépréciations	63,5 %		50,0 %	62,3 %
Taux de couverture	2,4 %	0,1 %	0,8 %	1,9 %
Créances saines	0,5 %	0,1 %	0,4 %	0,4 %
Créances dégradées depuis l'origination	4,4 %	3,2 %		4,4 %
Créances en défaut	53,5 %		50,0 %	52,6 %
Total des valeurs nettes (*)	14 001	4 281	237	18 519
(*) Dt entreprises liées (Hs participations reçues et rémunérations versées)	1	126	113	240

La classification « Autres » regroupe principalement les comptes acheteurs et ordinaires avec les concessionnaires et le groupe Renault et des marques Nissan et Mitsubishi.

En dépit d'une amélioration, les perspectives mondiales restent modestes par rapport aux normes historiques. Selon le Fonds Monétaire International, la croissance mondiale 2024-2025 devrait rester stable mais décevante. Les risques baissiers restent prédominants avec notamment la montée des tensions géopolitiques, la fragmentation accrue des échanges commerciaux et des taux d'intérêt plus élevés pendant une période prolongée, la volatilité des marchés financiers, l'instabilité politique auxquels s'ajoute la menace de catastrophes climatiques.

La provision Forward Looking Sectorielle est revue semestriellement : elle a été réalisée en juin puis en décembre 2024. Cette partie sectorielle qui couvre des segments de clientèle jugés plus particulièrement à risque et pour lesquels une analyse individuelle n'est pas envisageable, porte sur 546 M€ d'encours au 31 décembre 2024 (contre 635 M€ au 31 décembre 2023), sans que leur classement en Bucket 1 ne soit affecté. Ces encours sont couverts à fin décembre 2024 par un stock de provisions de 6,1 M€ (contre 9,7 M€ à fin décembre 2023), soit une reprise nette de 3,6 M€ par rapport à décembre 2023. La liste des secteurs risqués a été révisée avec le maintien au 31 décembre 2024 des secteurs Textiles & Construction (sortie des secteurs Loisirs & Tourisme, Hébergement, Restauration, événementiels à fin juin 2024, Papier au 31 décembre 2024).

Sur l'activité clientèle, les taux de provisionnement des buckets 1 et 2 sont stables entre fin décembre 2023 et fin décembre 2024. Le taux de provisionnement du Bucket 3 est en hausse avec 53,5 % à fin décembre 2023 contre 55,6 % à fin décembre 2024. La mise à jour des paramètres de calcul IFRS 9 a été déployée et s'est traduite par un impact positif réparti sur le B3 (LGD) et un effet mix parameters sur PD/LGD B1/B2.

Par rapport à décembre 2023, un assainissement de portefeuilles est à noter (créances provisionnées à 100 %), qui s'explique notamment par une hausse du portefeuille douteux, une baisse des prix de cession des véhicules et une préparation à un programme de cession de créances douteuses à partir de 2025.

Sur l'activité réseaux, le taux de couverture du Bucket 1 est stable, le taux de couverture du Bucket 2 est à 0 % à fin décembre 2024 contre 3,2 % à fin décembre 2023, amélioration liée principalement à l'évolution positive de la distribution des encours par classe de risque et à la baisse de provisions d'expertise. Sur le Bucket 3 le taux de couverture est à 9,8 % contre 0 % à fin décembre 2023, hausse expliquée notamment par une entrée en défaut plus significative sur le mois de décembre.

Note 4.1 : Variation des opérations avec la clientèle

En millions d'euros	12/2023	Augmentation (1)	Transfert (2)	Remboursements	Abandons	12/2024
Créances saines	16 975	27 877	(279)	(25 620)		18 953
Créances dégradées depuis l'origination	1 479		163	(280)		1 362
Créances en défaut	418		116	46	(66)	514
Total opérations avec la clientèle (VB)	18 872	27 877		(25 854)	(66)	20 829
(1) Augmentations = Nouvelle production						
(2) Transfert = Changement de classification						

Note 4.2 : Variation des dépréciations des opérations avec la clientèle

En millions d'euros	12/2023	Augmentation (1)	Diminution (2)	Transfert (3)	Variations (4)	Autres (5)	12/2024
Dépréciation sur créances saines (*)	68	43	(26)	(37)	30	(3)	75
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	65	8	(7)	(4)	(1)		61
Dépréciation des créances en défaut	220	7	(45)	41	33		256
Total dépréciations des opérations avec la clientèle	353	58	(78)		62	(3)	392

(1) Augmentations = Dotation suite à nouvelle production

(2) Diminution = Reprise suite à remboursements, cessions ou abandons

(3) Transfert = Changement de classification

(3) Variations = Variation suite à ajustements des critères de risques (PD, LGD, ECL, Bucket...)

(5) Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre

La classification « Autres » regroupe principalement les comptes acheteurs et ordinaires avec les concessionnaires et le Groupe Renault et des marques Nissan et Mitsubishi.

Note 5 : Comptes de régularisation et actifs divers

En millions d'euros	12/2024	12/2023
Créances d'impôts et taxes fiscales	215	136
Actifs d'impôts courants	35	29
Actifs d'impôts différés	4	1
Créances fiscales hors impôts courants	176	106
Comptes de régularisation et actifs divers	542	748
Créances sociales	1	
Autres débiteurs divers	508	557
Comptes de régularisation actif	3	4
Valeurs reçues à l'encaissement	30	187
Total des comptes de régularisation et actifs divers (*)	757	884
(*) Dont entreprises liées	337	374

Les actifs d'impôts différés sont analysés en note 26.

Note 6 : Immobilisations corporelles et incorporelles

En millions d'euros	12/2024	12/2023
Valeur nette des immobilisations incorporelles	2	2
Valeur brute	27	26
Amortissements et provisions	(25)	(24)
Valeur nette des immobilisations corporelles	14	14
Valeur brute	93	90
Amortissements et provisions	(79)	(76)
Total net des immobilisations corporelles et incorporelles	16	16

Note 7 : Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle ou représentées par un titre**7.1 - Dettes envers les établissements de crédit**

En millions d'euros	12/2024	12/2023
Dettes à vue envers les établissements de crédit	414	412
Comptes ordinaires créditeurs	210	267
Autres sommes dues	202	144
Dettes rattachées	2	1
Dettes à terme envers les établissements de crédit	16 859	15 268
Comptes et emprunts à terme	16 586	15 058
Dettes rattachées	273	210
Total des dettes envers les établissements de crédit (*)	17 273	15 680
(*) Dont entreprises liées	17 070	15 535

Les dettes à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

7.2 - Dettes envers la clientèle

En millions d'euros	12/2024	12/2023
Comptes créditeurs de la clientèle	89	66
Comptes ordinaires créditeurs	89	66
Autres sommes dues à la clientèle et dettes rattachées	18	18
Autres sommes dues à la clientèle	14	11
Dettes rattachées sur comptes créditeurs à vue	4	7
Total des dettes envers la clientèle (*)	107	84
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	5	4

7.3 - Dettes représentées par un titre

En millions d'euros	12/2024	12/2023
Titres de créances négociables (1)	30	150
Certificats de dépôt	30	150
Autres dettes représentées par un titre (2)	4 387	4 535
Autres dettes représentées par un titre	4 383	4 530
Dettes rattachées sur autres dettes représentées par un titre	4	5
Total des dettes représentées par un titre (*)	4 417	4 685
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	2 230	2 556

(1) Les certificats de dépôts, les billets de trésorerie et les papiers commerciaux sont émis par DIAC S.A.

(2) Les autres dettes représentées par un titre correspondent principalement aux titres émis par les véhicules de titrisation créés pour les besoins des opérations de titrisation française (DIAC S.A.).

7.4 - Ventilation des dettes par méthode d'évaluation

En millions d'euros	12/2024	12/2023
Dettes évaluées au coût amorti - Hors couverture juste valeur	21 797	20 449
Dettes envers les établissements de crédit	17 273	15 680
Dettes envers la clientèle	107	84
Dettes représentées par un titre	4 417	4 685
Total des dettes financières	21 797	20 449

7.5 - Ventilation de l'endettement par taux avant dérivés

En millions d'euros	Variable	Fixe	12/2024
Dettes sur les établissements de crédit	1 469	15 804	17 273
Dettes envers la clientèle	15	92	107
Titres de créances négociables		30	30
Autres dettes représentées par un titre	4 220	167	4 387
Total de l'endettement par taux	5 704	16 093	21 797

En millions d'euros	Variable	Fixe	12/2023
Dettes sur les établissements de crédit	1 536	14 144	15 680
Dettes envers la clientèle	12	72	84
Titres de créances négociables		150	150
Autres dettes représentées par un titre	3 868	667	4 535
Total de l'endettement par taux	5 416	15 033	20 449

La majorité des passifs à taux révisable ont une période de fixation maximale de 3 mois.

Note 8 : Titrisation

TITRISATION - Opérations publiques							
Pays	France	France	France	France	France	France	France
Entités cédantes	DIAC SA	DIAC SA	DIAC SA	DIAC SA	DIAC SA	DIAC SA	DIAC SA
Collatéral concerné	Crédits automobiles à la clientèle	Créances concessionnaires indépendants	LOA automobiles (Loyer)	LOA automobiles (Loyer)	Crédits automobiles à la clientèle	LOA automobiles (Loyer)	Crédits automobiles à la clientèle
Véhicule d'émission	Cars Alliance Auto Loans France Master	Cars Alliance DFP France	Cars Alliance Auto Leases France V 2020-1	Cars Alliance Auto Leases France Master	Cars Alliance Auto Loans France V 2022-1	Cars Alliance Auto Leases France V 2023-1	Cars Alliance Auto Loans France V 2024-1
Date de début	mai 2012	juillet 2013	octobre 2020	octobre 2020	mai 2022	octobre 2023	octobre 2024
Maturité légale des fonds	août 2039	juillet 2033	octobre 2036	octobre 2038	novembre 2032	octobre 2038	octobre 2034
Montant des créances cédées à l'origine	715 M€	1 020 M€	1 057 M€	533 M€	759 M€	769 M€	814 M€
Rehaussement de crédit à la date initiale	Cash reserve 1 % Surcollatéralisation en créances de 11,3 %	Cash reserve 1 % Surcollatéralisation en créances de 18 %	Cash reserve 1 % Surcollatéralisation en créances de 9 %	Cash reserve 1 % Surcollatéralisation en créances de 11,03 %	Cash reserve 0,7 % Surcollatéralisation en créances de 13,7 %	Cash reserve 1.25 % Surcollatéralisation en créances de 9 %	Cash reserve 1,25 % Surcollatéralisation en créances de 14 %
Créances cédées au 31 décembre 2024	196 M€	1 255 M€	122 M€	934 M€	398 M€	627 M€	824 M€
Titres émis au 31 décembre 2024 (y compris parts éventuellement souscrites par le groupe MFSF)	Class A Notation : AAA 162 M€	Class A Notation : AA 1 000 M€	Class A Notation : AAA 45 M€	Class A Notation : AAA 954 M€	Class A Notation : AAA 300 M€	Class A Notation : AAA 630 M€	Class A Notation : AAA 700 M€
			Class B Notation : AAA 42 M€		Class B Notation : AA 52 M€	Classe B Notation : AA 37 M€	Class B Notation : AA 65 M€
	Classe B Non noté 22 M€		Class C Non noté 53 M€	Class B Non noté 110 M€	Class C Non noté 45 M€	Class C Non noté 32 M€	Class C Non noté 49 M€
Période	Revolving	Revolving	Amortissement	Revolving	Amortissement	Amortissement	Revolving
Nature de l'opération	auto-souscrite	Auto-souscrite	Marché	Auto-souscrite	Marché	Marché	Marché

En 2024 le groupe Mobilize Financial Services France a procédé à une opération de titrisation publique en France par l’intermédiaire de véhicules ad hoc.

En complément et dans le cadre de la diversification du refinancement, des opérations ont été assurées par des banques ou des conduits et ces émissions étant privées, leurs modalités ne sont pas détaillées dans le tableau ci-dessus.

Au 31 décembre 2024, le montant total des financements obtenus à travers les titrisations privées est de 400 M€, le montant des financements obtenus par les titrisations publiques placées sur les marchés est de 1 762 M€.

Toutes les opérations de titrisation du groupe répondent à l’exigence de rétention de 5 % du capital économique mentionné à l’article 405 de la directive européenne n° 575/2013.

Ces opérations n’ont pas eu pour conséquence la décomptabilisation des créances cédées, le montant des créances de financement des ventes ainsi maintenu au bilan s’élève à 5 186 M€ au 31 décembre 2024 (5 381 M€ au 31 décembre 2023), soit :

- Pour les titrisations placées sur le marché : 1 971 M€ ;
- Pour les titrisations auto-souscrites : 2 385 M€ ;
- Pour les titrisations privées : 830 M€.

La juste valeur de ces créances est de 5 049 M€ au 31 décembre 2024.

Un passif de 4 411 M€ a été comptabilisé en « Autres dettes représentées par un titre » correspondant aux titres émis lors des opérations de titrisation, la juste valeur de ce passif est de 4 529 M€ au 31 décembre 2024.

La différence entre le montant des créances cédées et le montant du passif cité précédemment correspond au rehaussement de crédit nécessaire à ces opérations ainsi qu’à la quote-part des titres conservés par le groupe Mobilize Financial Services France, constituant une réserve de liquidité.

Note 9 : Comptes de régularisation et passifs divers

En millions d'euros	12/2024	12/2023
Dettes d'impôts et taxes fiscales	448	500
Passifs d'impôts courants		3
Passifs d'impôts différés	442	489
Dettes fiscales hors impôts courants	6	8
Comptes de régularisation et passifs divers	557	507
Dettes sociales	46	48
Autres créditeurs divers	227	163
Comptes de régularisation passif	133	156
Dettes rattachées sur autres créditeurs divers	150	136
Comptes d'encaissement	1	4
Total des comptes de régularisation et passifs divers (*)	1 005	1 007
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>160</i>	<i>113</i>

Les passifs d'impôts différés sont analysés en note 26.

Le poste autres créditeurs divers, intègrent les dettes sur actifs loués activés sous IFRS 16. Les autres créditeurs divers et les dettes rattachées sur créditeurs divers concernent les factures non parvenues, les provisions des commissions d'apporteurs d'affaires à payer.

Note 10 : Provisions

En millions d'euros	12/2023	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	12/2024
			Utilisées	Non Utilisées		
Provisions sur opérations bancaires	13	32		(32)	(2)	11
Provisions sur engagement par signature	6	30		(30)	(2)	4
Autres provisions	7	2		(2)		7
Provisions sur opérations non bancaires	37	6	(10)		10	43
Provisions pour engagements de retraite et ass.	26	2	(1)		9	36
Provisions pour restructurations	7		(4)		1	4
Provisions pour risques fiscaux et litiges		2	(2)			
Autres provisions	4	2	(3)			3
Total des provisions	50	38	(10)	(32)	8	54
<i>(*) Autres variations = Reclassement, Variation par capitaux propres</i>						

Chacun des litiges connus dans lesquels DIAC S.A. ou DIAC Location sont impliqués fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes. Après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires sont, le cas échéant, constituées pour couvrir les risques estimés.

En cas de contrôles fiscaux, les redressements acceptés sont comptabilisés par voie de provisions. Les redressements contestés sont provisionnés, au cas par cas, selon des estimations intégrant tant le risque que le bien-fondé des actions et recours engagés.

Les provisions pour restructuration correspondent au plan de dispense d'activité, un dispositif d'aménagement des fins de carrière financée par l'entreprise.

Provisions pour engagements de retraite et assimilé**Filiales sans fond de pension**

Principales hypothèses actuarielles retenues	France	
	12/2024	12/2023
Age de départ à la retraite	67 ans	67 ans
Evolution des salaires	3,00 %	2,44 %
Taux d'actualisation financière	3,40 %	3,12 %
Taux de départ	2,68 %	10,33 %

Les régimes donnent lieu à la constitution de provisions.

Le groupe Mobilize Financial Services France a recours à différents types de régimes de retraite et avantages assimilés :

Régimes à prestations définies :

Ces régimes donnent lieu à la constitution de provisions et concernent les indemnités de fin de carrière.

Les régimes à prestations définies sont parfois couverts par des fonds. Ces derniers font périodiquement l'objet d'une évaluation actuarielle par des actuaires indépendants. La valeur de ces fonds, lorsqu'ils existent, est déduite du passif.

Régimes à cotisations définies :

Le groupe verse des cotisations assises sur les salaires à des organismes nationaux ou privés chargés des régimes de retraite et de prévoyance. Ces régimes libèrent l'employeur de toutes obligations ultérieures, l'organisme se chargeant de verser aux salariés les montants qui leur sont dus. Les paiements du groupe sont constatés en charges de la période à laquelle ils se rapportent.

Variation des provisions pour engagements de retraite au cours de l'exercice

En millions d'euros	Valeur actuarielle de l'obligation (A)	Juste valeur des actifs du régime (B)	Plafonnement de l'actif (C)	Passif (actif) net au titre de prestations définies (A)-(B)-(C)
Solde à l'ouverture de la période	26			26
Coût des services rendus de la période	2			2
Intérêt net sur le passif (actif) net	1			1
Charge (produit) au compte de résultat	3			3
Pertes et gains actuariels sur l'obligation découlant des changements d'hypothèses démographiques	6			6
Pertes et gains actuariels sur l'obligation découlant des changements d'hypothèses financières	2			2
Pertes et gains actuariels sur l'obligation découlant des effets d'expérience	(1)			(1)
Réévaluation du passif (actif) net en Autres éléments du résultat global	7			7
Prestations payées au titre du régime	(2)			(2)
Effet des variations de cours de change	2			2
Solde à la clôture de l'exercice	36			36

Note 11 : Dépréciations et provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie

En millions d'euros	12/2023	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	12/2024
			Utilisées	Non Utilisées		
Dépréciations sur opérations bancaires	353	170	(100)	(28)	(3)	392
Opérations avec la clientèle	353	170	(100)	(28)	(3)	392
<i>Dont dépréciation sur créances saines</i>	<i>68</i>	<i>43</i>	<i>(5)</i>	<i>(28)</i>	<i>(3)</i>	<i>75</i>
<i>Dont dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination</i>	<i>65</i>	<i>38</i>	<i>(42)</i>			<i>61</i>
<i>Dont dépréciation des créances en défaut</i>	<i>220</i>	<i>89</i>	<i>(53)</i>			<i>256</i>
Provisions sur opérations non bancaires		1	(1)			
Autres couvertures d'un risque de contrepartie		1	(1)			
Provisions sur opérations bancaires	6	30		(30)	(2)	4
Provisions sur engagement par signature	6	30		(30)	(2)	4
Total couverture des risques de contreparties	359	201	(101)	(58)	(5)	396

(*) Autres variations = Reclassement

La ventilation par marché des dépréciations de l'actif liées aux opérations avec la clientèle est présentée en note 4.

Note 12 : Dettes subordonnées

En millions d'euros	12/2024	12/2023
Dettes évaluées au coût amorti	234	
Emprunts subordonnés	228	
Dettes rattachées sur emprunts subordonnés	6	
Dettes évaluées à la juste valeur	9	11
Titres participatifs	9	11
Total des dettes subordonnées (*)	243	11
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>228</i>	

Les titres participatifs ont été émis en 1985 par DIAC S.A. pour un montant initial de 500 000 000 Francs

Le système de rémunération comprend :

- une partie fixe égale au TAM (Taux Annuel Monétaire)
- une partie variable obtenue en appliquant à 40 % du TAM le taux de progression du résultat net consolidé du dernier exercice sur celui de l'exercice précédent.

La rémunération annuelle est comprise entre 100 % et 130 % du TAM, et est assortie d'un taux plancher de 6.5 %. L'emprunt est perpétuel.

Note 13 : Ventilation des actifs et passifs financiers par durée restant à courir

En millions d'euros	< 3 mois	De 3 à 12 mois	De 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2024
Actifs financiers	5 772	7 646	11 341	63	24 822
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 129	423	3 136		4 688
Prêts et créances sur la clientèle	4 643	7 223	8 205	63	20 134
Passifs financiers	5 777	4 641	11 385	237	22 040
Dettes envers les établissements de crédit	5 430	4 157	7 686		17 273
Dettes envers la clientèle	107				107
Dettes représentées par un titre	234	484	3 699		4 417
Dettes subordonnées	6			237	243

En millions d'euros	< 3 mois	De 3 à 12 mois	De 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2023
Actifs financiers	5 833	5 839	11 179	41	22 892
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 553	167	3 031		4 751
Prêts et créances sur la clientèle	4 280	5 672	8 148	41	18 141
Passifs financiers	5 612	4 351	10 486	11	20 460
Dettes envers les établissements de crédit	5 157	3 797	6 726		15 680
Dettes envers la clientèle	84				84
Dettes représentées par un titre	371	554	3 760		4 685
Dettes subordonnées				11	11

Note 14 : Ventilation des flux futurs contractuels par échéance

En millions d'euros	< 3 mois	De 3 à 12 mois	De 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2024
Passifs financiers	5 785	4 882	12 082	259	23 008
Dettes envers les établissements de crédit	5 302	4 010	7 686		16 998
Dettes envers la clientèle	103				103
Dettes représentées par un titre	234	484	3 699		4 417
Dettes subordonnées				238	238
Intérêts futurs à payer	146	388	697	21	1 252
Engagements de financements et garanties donnés	1 190				1 190
Total flux futurs contractuels par échéance	6 975	4 882	12 082	259	24 198

En millions d'euros	< 3 mois	De 3 à 12 mois	De 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2023
Passifs financiers	5 630	4 566	11 097	9	21 302
Dettes envers les établissements de crédit	5 068	3 677	6 726		15 471
Dettes envers la clientèle	77				77
Dettes représentées par un titre	365	554	3 760		4 679
Dettes subordonnées				9	9
Intérêts futurs à payer	120	335	611		1 066
Engagements de financements et garanties donnés	1 652				1 652
Total flux futurs contractuels par échéance	7 282	4 566	11 097	9	22 954

La somme des flux futurs contractuels n'est pas égale aux valeurs bilancielle notamment en raison de la prise en compte des intérêts futurs contractuels et des coupons de swaps non actualisés.

Pour les autres passifs financiers non dérivés, les flux contractuels correspondent au remboursement du nominal et au paiement des intérêts.

Pour les instruments financiers à taux variable, les intérêts ont été estimés sur la base du taux d'intérêt en vigueur au 31 décembre 2024.

Note 15 : Juste Valeur des actifs et passifs financiers (En application d'IFRS 7 et d'IFRS 13) et décomposition par niveau des actifs et des passifs

En millions d'euros - 31/12/2024	Valeur Comptable	Fair Value				Ecart (*)
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	JV (*)	
Actifs financiers	24 822		4 688	20 068	24 756	(66)
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4 688		4 688		4 688	
Prêts et créances sur la clientèle	20 134			20 068	20 068	(66)
Passifs financiers	22 040	10	22 047		22 057	(17)
Dettes envers les établissements de crédit	17 273		17 273		17 273	
Dettes envers la clientèle	107		107		107	
Dettes représentées par un titre	4 417		4 434		4 434	(17)
Dettes subordonnées	243	10	233		243	

(*) JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents

En millions d'euros - 31/12/2023	Valeur Comptable	Fair Value				Ecart (*)
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	JV (*)	
Actifs financiers	22 892		4 751	18 002	22 753	(139)
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4 751		4 751		4 751	
Prêts et créances sur la clientèle	18 141			18 002	18 002	(139)
Passifs financiers	20 460	11	20 528		20 539	(79)
Dettes envers les établissements de crédit	15 680		15 744		15 744	(64)
Dettes envers la clientèle	84		84		84	
Dettes représentées par un titre	4 685		4 700		4 700	(15)
Dettes subordonnées	11	11			11	

(*) JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents

Les prêts et créances sur la clientèle, classés en Niveau 3, sont évalués au coût amorti au bilan. Les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information et doivent être interprétés comme étant uniquement des estimations. En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées et ne pourraient généralement pas l'être en pratique. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de la banque dont le modèle de gestion est un modèle d'encaissement des flux de trésorerie attendus.

Les hypothèses retenues pour évaluer la juste valeur des instruments au coût amorti sont présentées ci-dessous.

Hypothèses et méthodes retenues

La hiérarchie à 3 niveaux des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan, telle que demandée par la norme IFRS 13 est la suivante :

- Niveau 1 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers identiques.

- Niveau 2 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers similaires ou évaluations pour lesquelles toutes les données significatives sont basées sur des données de marché observables.

- Niveau 3 : techniques d'évaluation pour lesquelles des données significatives ne sont pas basées sur des données de marché observables.

Les justes valeurs estimées ont été déterminées en utilisant les informations disponibles sur les marchés et les méthodes d'évaluation appropriées selon les types d'instruments.

Toutefois, les méthodes et hypothèses retenues sont par nature théoriques, et une part importante de jugement intervient dans l'interprétation des données du marché. L'utilisation d'hypothèses différentes et/ou de méthodes d'évaluation différentes pourrait avoir un effet significatif sur les valeurs estimées.

Les justes valeurs ont été déterminées sur la base des informations disponibles à la date de clôture de chaque arrêté, et ne prennent donc pas en compte l'effet des variations ultérieures.

En règle générale, quand l'instrument financier est coté sur un marché actif et liquide, le dernier cours coté est utilisé pour calculer la valeur de marché. Pour les instruments non cotés, la valeur de marché est déterminée à partir de modèles de valorisation reconnus qui utilisent des paramètres de marché observables. Si le groupe Mobilize Financial Services France ne dispose pas des outils de valorisation, notamment pour les produits complexes, les valorisations sont obtenues auprès d'établissements financiers de premier plan.

Les principales hypothèses et méthodes d'évaluation retenues sont :

- Actifs financiers

Les prêts à taux fixe ont été estimés en actualisant les flux futurs aux taux proposés par le groupe Mobilize Financial Services France au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2024 pour des prêts de conditions et échéances similaires.

- Prêts et créances à la clientèle

Les créances de financement des ventes ont été estimées en actualisant les flux futurs au taux auquel des prêts similaires (conditions, échéance et qualité du débiteur) seraient accordés au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2024.

Les créances à la clientèle qui ont une durée de vie inférieure à un an ne sont pas actualisées, leur juste valeur ne présentant pas d'écart significatif avec la valeur nette comptable.

- Passifs financiers

La juste valeur des passifs financiers a été déterminée par l'actualisation des flux futurs aux taux proposés au groupe Mobilize Financial Services France au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2024 pour des emprunts de conditions et échéances similaires. Les flux prévisionnels sont donc actualisés selon une courbe de taux zéro-coupon, incluant le spread de DIAC S.A. des émissions sur le marché secondaire contre trois mois.

Note 16 : Accords de compensation et autres engagements similaires

Tableau de synthèse des compensations des actifs et passifs financiers

En millions d'euros - 31/12/2024	Valeur Brute comptable avant compensation	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
Actifs	428		428		398		30
Créances de financements Réseau (1)	428		428		398		30

En millions d'euros - 31/12/2023	Valeur Brute comptable avant compensation	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
Actifs	275		275		273		2
Créances de financements Réseau (1)	275		275		273		2

(1) La valeur brute comptable des créances de financement réseau correspondent pour 428 M€ à celles du groupe Renault Retail Group en 2024, contre 275 M€ à fin décembre 2023. Leurs expositions sont couvertes à hauteur de 398 M€ par un gage espèces accordé par le constructeur Renault au groupe MFSF.

Note 17 : Engagements donnés

En millions d'euros	12/2024	12/2023
Engagements en faveur de la clientèle	1 193	1 656
Total des engagements donnés	1 193	1 656

Note 18 : Engagements reçus

En millions d'euros	12/2024	12/2023
Engagements de financement	3 860	
Engagements reçus d'établissements de crédit	3 860	
Engagements de garantie	10 864	9 424
Engagements reçus d'établissements de crédit	13	11
Engagements reçus de la clientèle	638	660
Engagements de reprise reçus	10 213	8 753
Total des engagements reçus (*)	14 724	9 424
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>8 551</i>	<i>4 434</i>

La majeure partie des engagements reçus des parties liées concerne les engagements de reprise convenus avec les constructeurs dans le cadre de la location financière.

Garanties et collatéraux

Les garanties ou collatéraux permettent de se prémunir partiellement ou en totalité contre le risque de pertes dû à l'insolvabilité du débiteur (hypothèques, nantissements, lettres d'intention, garanties bancaires à la première demande pour l'octroi de prêts aux concessionnaires et à la clientèle particulière dans certains cas). Les garants font l'objet d'une notation interne ou externe actualisée au moins annuellement.

Dans le but de réduire sa prise de risques, le groupe Mobilize Financial Services France mène donc une gestion active et rigoureuse de ses sûretés notamment en les diversifiant : assurance-crédit, garanties personnelles et autres.

Note 19 : Intérêts et produits assimilés

En millions d'euros	12/2024	12/2023
Intérêts et produits assimilés	1 474	1 167
Opérations avec les établissements de crédit	234	190
Opérations avec la clientèle	411	386
Opérations de location financière	798	569
Intérêts courus et échus des instruments financiers	31	22
Étalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	(297)	(268)
Opérations avec la clientèle	(71)	(75)
Opérations de location financière	(226)	(193)
Total des intérêts et produits assimilés (*)	1 177	899
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>368</i>	<i>271</i>

Les intérêts et produits assimilés sont en augmentation du fait de la hausse d'actifs et de la hausse des taux de marché depuis 2022.

La titrisation des créances n'ayant pas fait l'objet d'une déconsolidation, les intérêts relatifs aux créances cédées au travers de ces opérations figurent toujours en intérêts et produits sur opérations avec la clientèle.

Note 20 : Intérêts et charges assimilées

En millions d'euros	12/2024	12/2023
Opérations avec les établissements de crédit	(795)	(564)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(23)	(33)
Charges sur dettes représentées par un titre	(182)	(143)
Autres intérêts et charges assimilées	(1)	(1)
Total des intérêts et charges assimilées (*)	(1 001)	(741)
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>(827)</i>	<i>(613)</i>

Note 21 : Commissions

En millions d'euros	12/2024	12/2023
Produits sur commissions	349	380
Commissions sur activités de services	61	83
Commissions d'assurance accessoires aux contrats de financement	136	134
Commissions d'entretien accessoires aux contrats de financement	113	124
Autres commissions accessoires aux contrats de financement	39	39
Charges sur commissions	(172)	(201)
Commissions	(3)	(2)
Commissions sur les activités de services	(44)	(74)
Commissions d'assurance accessoires aux contrats de financement	(8)	(8)
Commissions d'entretien accessoires aux contrats de financement	(96)	(97)
Autres commissions accessoires aux contrats de financement	(21)	(20)
Total des commissions nettes (*)	177	179
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>76</i>	<i>74</i>

Les prestations et les coûts des prestations accessoires aux contrats de financement ainsi que les produits et les coûts des activités de services se rapportent principalement à des prestations d'assurance et d'entretien.

Note 22 : Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

En millions d'euros	12/2024	12/2023
Gains et pertes nets sur titres participatifs évalués à la juste valeur	2	4
Total des gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur	2	4

Les produits d'intérêts relatifs aux actifs financiers évalués au coût amorti et à la juste valeur par capitaux propres recyclables sont non significatifs à fin décembre 2024.

Note 23 : Produits et charges nets des autres activités

En millions d'euros	12/2024	12/2023
Autres produits d'exploitation bancaire	220	199
Produits liés aux fins de contrats de location non-douteux	104	92
dont reprise de dépréciation des valeurs résiduelles	1	7
Opérations de location opérationnelle	89	95
Autres produits d'exploitation bancaire	27	12
dont reprise de provisions pour risques bancaires	1	1
Autres charges d'exploitation bancaire	(175)	(144)
Charges liées aux fins de contrats de location non-douteux	(91)	(79)
dont dotation de dépréciation des valeurs résiduelles		(1)
Coûts de distribution non assimilables à des intérêts	(11)	16
Opérations de location opérationnelle	(71)	(73)
Autres charges d'exploitation bancaire	(2)	(8)
Autres produits et charges d'exploitation	4	4
Autres produits d'exploitation	6	10
Autres charges d'exploitation	(6)	(6)
Total des produits et charges nets des autres activités (*)	45	59
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>(1)</i>	<i>(1)</i>

Les prestations et les coûts des prestations accessoires aux contrats de financement ainsi que les produits et les coûts des activités de services sont présentés en note 21.

Note 24 : Charges générales d'exploitation et des effectifs

En millions d'euros	12/2024	12/2023
Frais de personnel	(120)	(108)
Rémunération du personnel	(39)	(38)
Charges de retraites et assimilées	(14)	(11)
Autres charges sociales	(56)	(53)
Autres charges de personnel	(11)	(6)
Autres frais administratifs	(70)	(74)
Impôts et taxes hors IS	(11)	(12)
Loyers	(3)	(3)
Autres frais administratifs	(56)	(59)
Total des charges générales d'exploitation (*)	(190)	(182)
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	97	94

Les honoraires des commissaires aux comptes sont analysés dans la note 28 - honoraires des commissaires aux comptes.

De plus, les services autres que la certification des comptes fournis par KPMG SA et Forvis Mazars au cours de l'exercice à DIAC S.A. et aux entités qu'elle contrôle concernent essentiellement (i) des évaluations d'expérience client, (ii) préparation de la déclaration d'impôt et (iii) attestations suite à une nouvelle réglementation.

Effectif moyen en nombre	12/2024	12/2023
Financements et services en France	1 609	1 852
Total Groupe MFSF	1 141	1 852

Note 25 : Coût du risque par catégorie de clientèle

En millions d'euros	12/2024	12/2023
Coût du risque sur financement clientèle	(66)	(39)
Dotations pour dépréciation	(174)	(118)
Reprises de dépréciation	152	114
Pertes sur créances irrécouvrables	(66)	(51)
Récupérations sur créances amorties	22	16
Coût du risque sur financement des Réseaux	(8)	3
Dotations pour dépréciation	(12)	(2)
Reprises de dépréciation	4	6
Pertes sur créances irrécouvrables		(1)
Coût du risque sur autres activités	(1)	
Variation des dépréciations des autres créances	(1)	
Total du coût du risque	(75)	(36)

Ce poste comprend le montant net des dotations (reprises) pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables, ainsi que les récupérations sur créances amorties.

A fin décembre 2024, le total coût du risque s'établit à 75 M€ dont 66 M€ sur le financement clientèle (soit 0,46 % des Actifs Productifs Moyens), une dotation de 8 M€ (soit 1,25 % des Actifs Productifs Moyens) sur le financement réseau et 1 M€ liés à d'autres activités.

Sur l'activité clientèle, le coût du risque (-66 M€), les principaux mouvements intervenus au cours du premier semestre 2024 sont :

- Une augmentation nette de provision de 22 M€ sur les encours du Bucket 1, 2 et 3 ;
- Un montant d'abandon de créances nette de provision et de récupération de 44 M€.

Sur l'activité Réseau (financement des concessionnaires), le coût du risque affiche une dotation nette de 8 M€.

Note 26 : Impôts sur les bénéfices

En millions d'euros	12/2024	12/2023
Impôts exigibles	(24)	(43)
Impôts courants sur les bénéfices	(24)	(43)
Impôts différés	46	23
Impôts différés	46	23
Total de la charge d'impôts sur les bénéfices	22	(20)

Le montant de CVAE classé en impôts courants sur les bénéfices s'élève à -1,2 M€.

La charge d'impôt courant est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur.

Certaines différences entre les résultats fiscaux des sociétés et les résultats inclus en consolidation donnent lieu à la constatation d'impôts différés. Ces différences résultent principalement des règles retenues pour la comptabilisation des opérations de crédit-bail et de location longue durée, et des dépréciations des créances douteuses.

A fin décembre 2024, le groupe MFSF constate un produit d'impôt de 22 M€ constitué de la charge d'impôt courant de Diac location pour un montant de 24 M€, de l'absence d'impôt courant lié au déficit fiscal reportable de Diac et la constatation d'un produit d'impôt différé de 46 M€.

Ventilation du solde net bilantiel des impôts différés

En millions d'euros	12/2024	12/2023
ID sur provisions	45	39
ID sur provisions et autres charges déductibles lors de leur paiement	(27)	(27)
ID sur déficits reportables	120	71
ID sur autres actifs et passifs	245	162
ID sur opérations de location	(821)	(733)
Total des impôts différés nets au bilan	(438)	(488)

Rapprochement entre la charge réelle d'impôts comptabilisée et la charge théorique

En %	12/2024	12/2023
Taux d'impôt sur les bénéfices en vigueur en France	25,83 %	25,83 %
Différentiel de taux d'imposition	-43,63 %	-17,03 %
Autres impacts	0,87 %	2,59 %
Taux effectif d'impôt	-16,93 %	11,39 %

Impôts différés constatés sur les autres éléments du résultat global

En millions d'euros	Var. 2024 des capitaux propres			Var. 2023 des capitaux propres		
	Avant IS	IS	Net	Avant IS	IS	Net
Ecart actuariels sur engagements de retraite	(10)	3	(7)	(2)		(2)

Note 27 : Evénements postérieurs à la clôture

Il n'y a pas d'événement postérieur à la clôture du 31 décembre 2024 à constater.

Note 28 : Honoraires des commissaires aux comptes

<i>Au titre de l'exercice 2024</i>		KPMG		FORVIS MAZARS	
<i>Montants en milliers d'euros</i>		Montant	%	Montant	%
Mission de certification des comptes		317	100 %	325	100 %
- DIAC S.A.		244	77 %	252	78 %
- filiales intégrées globalement		73	23 %	73	22 %
Services autres que la certification des comptes		0	100 %	0	100 %
- DIAC S.A.		0	100 %	0	100 %
- filiales intégrées globalement					
Total		317		325	

<i>Au titre de l'exercice 2023</i>		KPMG		FORVIS MAZARS	
<i>Montants en milliers d'euros</i>		Montant	%	Montant	%
Mission de certification des comptes		247	100 %	255	100 %
- DIAC S.A.		174	70 %	182	71 %
- filiales intégrées globalement		73	30 %	73	29 %
Services autres que la certification des comptes		0	100 %	0	100 %
- DIAC S.A.		0	100 %	0	100 %
- filiales intégrées globalement					
Total		247		255	

LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES

	Pays	Pourcentage de contrôle et d'intérêt	
		2024	2023
SOCIETE MERE : DIAC S.A.	France		
SOCIETES INTEGREES GLOBALEMENT : Financement des ventes : DIAC Location S.A.		100,00	100,00

I. ANNEXE : LES RISQUES FINANCIERS

La gestion des risques financiers du groupe Mobilize Financial Services France est appréhendée dans le cadre de la gestion globale des risques assurée par le groupe Mobilize Financial Services. A ce titre, la holding RCI Banque S.A. réalise des opérations sur instruments financiers pour l'essentiel, liées à sa fonction de centrale de refinancement du groupe Mobilize Financial Services.

REFINANCEMENT ET GESTION DE BILAN

La Direction Financements et Trésorerie assure le refinancement des entités du groupe éligibles au refinancement centralisé. Elle emprunte les ressources nécessaires à la continuité de l'activité commerciale (émission d'obligations et de titres de créances négociables, titrisations, emprunts interbancaires...), procède aux équilibres actif-passif et aux ajustements de trésorerie des sociétés du groupe, tout en gérant et minimisant l'exposition aux risques financiers par l'utilisation des swaps de taux d'intérêt et de change ainsi que d'opérations de change au comptant et à terme.

Les principes de politique financière s'étendent à l'ensemble des filiales consolidées du groupe Mobilize Financial Services et sont adaptés et déclinés au sein des filiales dont le refinancement n'est pas centralisé.

Les opérations sur instruments financiers réalisées par la holding RCI Banque sont, pour l'essentiel, liées à sa fonction de centrale de refinancement du groupe.

L'ORGANISATION DU CONTROLE DES RISQUES DE MARCHE

Le dispositif spécifique de contrôle des risques de marché s'inscrit dans le cadre du dispositif global de contrôle interne du groupe Mobilize Financial Services, selon des normes validées par le Conseil d'administration de RCI Banque. La gestion des risques de marché (risque global de taux, de liquidité et de change) et le respect des limites qui s'y rapportent sont assurés, pour l'ensemble du périmètre groupe Mobilize Financial Services, par la Direction Financements et Trésorerie de RCI Banque SA. Le système des limites qui encadre le dispositif est validé par l'actionnaire et périodiquement actualisé. Le Service des Risques Financiers, rattaché au Département Risques et Réglementation Bancaire (Direction de la Gestion des Risques), assure la production d'un *reporting* quotidien et la surveillance de l'exposition du groupe aux risques financiers.

Une liste des produits autorisés, validée par le Directeur Général de RCI Banque SA, précise les instruments de change et de taux ainsi que la nature des devises susceptibles d'être utilisées au titre de la gestion des risques de marché.

LA GESTION DES RISQUES GLOBAUX DE TAUX D'INTERET, DE CHANGE, DE CONTREPARTIE ET DE LIQUIDITE

LE RISQUE DE TAUX

Le risque global de taux d'intérêt représente l'impact d'une variation potentielle des taux sur la valeur économique et les revenus futurs.

L'objectif du groupe Mobilize Financial Services est de limiter au maximum ce risque.

Deux indicateurs de suivi sont utilisés en interne pour le risque de taux :

- La sensibilité actualisée (economic value - EV), qui consiste à mesurer à un instant t l'impact d'une variation des taux d'intérêt sur la valeur de marché des flux du bilan d'une entité. La valeur de marché est déterminée par l'actualisation des flux futurs aux taux de marché à l'instant t. Cette mesure sert à fixer les limites applicables aux entités de gestion du groupe.

- La marge nette d'intérêt qui consiste à mesurer un gain ou une perte, selon une vision compte de résultat. Il est présenté comme la différence de revenu d'intérêts futurs sur un horizon défini. La particularité de la sensibilité en vision MNI, comparativement à la vision actuarielle de la sensibilité, est la linéarisation de l'impact des nouvelles opérations.

Pour tenir compte de la difficulté à ajuster exactement la structure des emprunts avec celle des prêts, une souplesse limitée est admise dans la couverture du risque de taux par chaque filiale.

Cette souplesse se traduit par l'attribution d'une limite en sensibilité pour chaque filiale validée par le comité financier, déclinaison individuelle de la limite globale définie par le Conseil d'Administration de RCI Banque.

Limite centrale de refinancement :	32 M€
Limite des filiales de financement des ventes :	38 M€
Non Alloués :	0 M€

Total limite de sensibilité en millions d'euros accordé par le Conseil d'administration sur avis du Comité des Risques de RCI Banque : 70 M€

Conformément aux évolutions réglementaires (EBA/GL/2022/14), RCI Banque mesure également la sensibilité de la marge nette d'intérêts (MNI) et la sensibilité de la valeur économique des Fonds Propres (EVE).

Les calculs sont basés sur des échéanciers (gap) actif et passif moyens mensuels qui intègrent les opérations à taux fixe et les opérations à taux variable jusqu'à leur prochaine date de révision.

Les échéancements des encours sont déterminés en tenant compte des caractéristiques contractuelles des opérations et des résultats de la modélisation des comportements historiques de la clientèle (remboursements anticipés, etc.), complétés d'hypothèses sur certains agrégats (fonds propres, etc.).

Le calcul de sensibilité est effectué quotidiennement par devise et par entité de gestion (centrale de refinancement, filiales de financement des ventes françaises et étrangères) et permet une gestion globale du risque de taux sur le périmètre consolidé groupe Mobilize Financial Services. Le suivi est réalisé par le Service des Risques Financiers, qui est rattaché au Département Risques et Réglementation Bancaire (Direction de la Gestion des Risques).

La situation de chaque entité au regard de sa limite est vérifiée chaque jour, et des directives de couverture immédiate sont données aux filiales si la situation l'impose.

Le résultat des contrôles fait l'objet d'un *reporting* mensuel au comité financier qui vérifie la conformité des positions avec la stratégie financière du groupe ainsi qu'avec les notes de procédure en vigueur.

Au 31 décembre 2024, la sensibilité globale au risque de taux du groupe Mobilize Financial Services s'est maintenue en dessous de la limite fixée (70 M€).

La sensibilité en valeur absolue du groupe MFSF au risque de taux (variation uniforme de la courbe de taux de +150bps) constatée au 31 décembre 2024 est de + 0,9 million d'euros, en dessous de la limite de 4,9 M€.

Au 31 décembre 2024, une hausse des taux de 150bps en valeur relative de la sensibilité de la MNI aurait un impact négatif de -675 K€ sur DIAC S.A., un impact positif de 15 K€ sur Diac Location S.A. et un impact négatif de -86 K€ sur l'activité carte de la société DIAC S.A. La somme des valeurs absolues des sensibilités à la MNI des filiales du groupe MFSF s'élève à 776 K€.

L'ANALYSE DU RISQUE DE TAUX FAIT RESSORTIR LES POINTS SUIVANTS :

- FILIALES DE FINANCEMENT DE VENTES

La quasi-totalité des prêts accordés à la clientèle par les filiales de financement des ventes est effectuée à taux fixe pour des durées comprises entre un et soixante-douze mois.

Ces prêts sont couverts par des ressources à taux fixe de même structure. Ils sont adossés en macro-couverture et ne génèrent qu'un risque de taux résiduel.

Dans les filiales où la ressource est à taux variable, le risque de taux est couvert grâce à des swaps de taux d'intérêt de macro-couverture.

- CENTRALE DE REFINANCEMENT

L'activité principale de RCI Holding est d'assurer le refinancement des filiales commerciales du groupe.

Les encours des filiales de financement des ventes sont adossés à des ressources à taux fixe, pour certaines micro-couvertes par des swaps de taux d'intérêt, et à des ressources à taux variable.

Des opérations de macro-couverture réalisées sous la forme de swaps de taux d'intérêt, permettent de maintenir la sensibilité du holding de refinancement sous la limite définie par le Groupe (32 millions d'euros).

Ces swaps sont valorisés en juste valeur par les réserves conformément à la norme IFRS 9. Ces opérations de macro-couverture couvrent des ressources à taux variables et / ou des ressources à taux fixe variabilisées par la microcouverture de swaps.

Des tests sont réalisés mensuellement afin de vérifier :

- l'efficacité de la couverture des ressources à taux fixe par les swaps d'intérêts les micro-couvrant ;
- la pertinence des opérations de macro-couverture, en confrontant celles-ci aux ressources à taux variable / à taux fixe variabilisées

Ces données sont calculées sur la base de scénarios simplifiés, en partant de l'hypothèse que toutes les positions courent jusqu'à leur maturité et qu'elles ne sont pas réajustées pour tenir compte des nouvelles conditions de marché.

La sensibilité des réserves à une variation des taux d'intérêts exposée ci-dessus ne saurait aucunement être représentative d'un impact sur les résultats futurs.

LE RISQUE DE LIQUIDITE

RCI Banque porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité.

A cette fin, RCI Banque s'impose des normes internes strictes.

Le pilotage du risque de liquidité de RCI Banque repose sur les éléments suivants :

- La liquidité statique

Cet indicateur mesure l'écart entre le passif et l'actif à une date donnée sans hypothèses de renouvellement de passif ou d'actif. Il matérialise des impasses ou « gaps » de liquidité statique. La politique du groupe est de refinancer ses actifs par des passifs d'une durée supérieure, maintenant ainsi des gaps de liquidité statique positifs sur l'ensemble des pôles du bilan.

- La réserve de liquidité

La réserve de liquidité correspond aux sources de liquidité d'urgence utilisables par RCI Banque en cas de besoin. Elle se compose d'actifs hautement liquides, High Quality Liquid Assets (HQLA) tels que définis par le comité de Bâle pour le calcul du ratio de liquidité LCR, d'actifs financiers non reconnus comme HQLA par le comité de Bâle, de lignes bancaires bilatérales confirmées et de collatéral mobilisable auprès de la Banque Centrale Européenne (BCE) et non déjà compté en HQLA ou actifs financiers. Au sein du périmètre de refinancement centralisé et pour les entités en refinancement local matérielles, des niveaux minimum et adéquat de réserve de liquidité sont définis semestriellement par le Comité Financier.

- Scénarios de stress

Le Comité Financier est informé chaque mois de l'horizon pendant lequel l'entreprise peut assurer la continuité de son activité en utilisant sa réserve de liquidité dans divers scénarios de stress. Les scénarios de stress comprennent des hypothèses de fuite des dépôts, de perte d'accès à de nouveaux financements, d'indisponibilité partielle de certains éléments de la réserve de liquidité ainsi que des prévisions de production de nouveaux crédits. Les hypothèses de fuite des dépôts stressées sont très conservatrices et font l'objet de backtestings réguliers.

LE RISQUE DE CHANGE

Depuis 2022, le groupe Mobilize Financial Services dispose d'une allocation de capital couvrant son exposition au risque de change structurel.

Le Groupe bénéficie d'une dérogation de la BCE pour les cinq devises les plus significatives (GBP, BRL, KRW, CHF et MAD) lui permettant, pour ces devises, de ne prendre en compte que l'excédent de capital par rapport à la moyenne du CET1 Groupe.

Le risque de change structurel est inclus dans le dispositif d'appétit au risque de Mobilize Financial Services, la position du Groupe dans toutes les devises est contrôlée mensuellement lors du Comité Capital et Liquidité et communiquée trimestriellement au Superviseur.

RCI Banque encadre par des limites sa position de change transactionnelle qui provient des cash-flows libellés dans des devises autres que la devise patrimoniale.

- CENTRALE DE REFINANCEMENT

Très faible historiquement, la position de change de RCI Banque S.A., centrale de refinancement, s'est maintenue en dessous de sa limite, à 4 millions d'euros, tout au long de l'année.

Aucune position n'est admise dans le cadre de la gestion du refinancement : la salle des marchés assure à cet égard, la couverture systématique de la totalité des flux concernés.

Des positions résiduelles et temporaires en devises, liées aux décalages de flux inhérents à la gestion d'une trésorerie multidevises, peuvent toutefois subsister. Ces positions éventuelles font l'objet d'un suivi quotidien et obéissent au même souci de couverture.

Toute autre opération de change (notamment au titre de l'anticipation de la couverture des dividendes prévisionnels) ne peut être initiée que sur décision du directeur de la Direction Financements et Trésorerie.

- FILIALES DE FINANCEMENT DE VENTES

Les filiales de financement des ventes ont l'obligation de se refinancer dans leur propre devise et ne sont donc pas exposées.

Par exception, des limites sont allouées aux filiales où les activités de financement des ventes ou le refinancement sont multidevises, ainsi qu'à celles étant autorisées à placer une partie de leurs excédents de trésorerie dans une devise autre que leur devise patrimoniale.

Le groupe MFSF se finance dans sa devise patrimoniale et n'a donc à ce titre pas de position de change transactionnelle.

LE RISQUE DE CONTREPARTIE

Le risque de contrepartie bancaire chez Mobilize Financial Services résulte de diverses opérations de marché réalisées par les entités du groupe dans le cadre de leurs activités quotidiennes (placements des excédents de trésorerie, opérations de couverture de taux ou de change, investissements en actifs liquides...).

Les opérations sont réalisées auprès d'établissements bancaires de premier ordre et dont le risque est encadré par des limites définies par RCI Banque, puis validées par Renault dans le cadre de la consolidation des risques de contrepartie au niveau du groupe.

La calibration des limites s'appuie sur une méthode interne basée sur le niveau des fonds propres, la notation « long terme » par les agences de notation et l'appréciation qualitative de la contrepartie.

Ces limites sont suivies quotidiennement. L'ensemble des résultats des contrôles est communiqué mensuellement au comité financier RCI Banque et intégré au suivi consolidé du risque de contrepartie du Groupe Renault.

De plus, pour satisfaire aux exigences réglementaires résultant de la mise en application du ratio de liquidité à 30 jours « Liquidity Coverage Ratio » (LCR), RCI Banque a constitué un portefeuille d'investissements en actifs liquides. Ces derniers sont encadrés par des limites en montant et en durée définies pour chaque émetteur.

RCI a également investi dans des fonds monétaires, des titres de dettes d'entreprises et un fonds composé de titres de créances émises par des agences européennes, des états et des émetteurs supranationaux. Chacun de ces investissements fait l'objet d'une limite spécifique validée en comité financier et revue au moins une fois par an.

Des accords ponctuels sont aussi donnés aux filiales de financement des ventes afin qu'elles puissent investir dans des bons du Trésor ou de la Banque Centrale des pays dans lesquelles elles résident.

Ces limites font également l'objet d'un suivi quotidien et sont remontées mensuellement au comité financier RCI Banque.

S'agissant des entités financières, le risque prend en compte l'exposition cash (dépôts et intérêts courus) ainsi que l'exposition sur instruments dérivés calculé par la méthode forfaitaire interne telle que présentée ci-après lorsqu'il n'existe pas de dispositif de mitigation du risque par échange de collatéral.

Méthode forfaitaire :

Le groupe Mobilize Financial Services a revu sa méthode d'évaluation au risque de marché en mars 2023.

L'utilisation croissante du mécanisme des chambres de compensation dans la gestion des dérivés a incité le groupe Mobilize Financial Services à revoir sa méthode d'évaluation au risque de marché.

La gestion des échanges de flux et des variations de valeur est de moins en moins laissée en gestion gré à gré entre deux contreparties de manière à limiter le risque systémique que pourrait occasionner un défaut de paiement.

Le risque est mutualisé via la chambre de compensation

Le groupe Mobilize Financial Services a distingué, dans son stock, les dérivés en chambre de compensation, en bilatérale et non compensés et affecté un coefficient de risque à chaque situation

Le coefficient appliqué dépend de la durée pendant laquelle le groupe Mobilize Financial Services est exposé à de potentielles variations de valeurs défavorables des instruments dérivés qu'elle détient, ce qui l'obligerait à poster du cash ou du collatéral supplémentaire.

Ces variations de valeurs dépendent des variations des taux d'intérêt

- Pour les dérivés compensés en chambre, Mobilize Financial Services est en position 1 jour
- Pour les dérivés compensés en bilatérale, Mobilize Financial Services est en position 7 jours
- Pour les dérivés non compensés, Mobilize Financial Services est en position de manière permanente
- Avec l'ajout d'une composante change pour les swaps de change

A la suite des différentes analyses sur les courbes de taux, le groupe Mobilize Financial Services a opté pour les évaluations de risque suivante :

- 0 % sur les dérivés en chambre de compensation,
- 2 % pour les swaps gérés en bilatérale,
- 6 % pour les swaps de change (qui ont en plus d’une dépendance aux variations de taux ont également une dépendance aux variations des taux de change)

Contrat sur taux d'intérêt		Contrat sur taux de change																																														
Swaps Compensés	Swaps bilatérales de taux	Swaps d'intérêt non compensés	Swaps bilatérales de change	Swaps de change non compensés																																												
0%	2% Ou 200 bp	<table><tr><th>Durée résiduelle</th><th>Coefficient Taux</th></tr><tr><td>Entre 0 et 1 an</td><td>2%</td></tr><tr><td>Entre 1 et 2 ans</td><td>5%</td></tr><tr><td>Entre 2 et 3 ans</td><td>8%</td></tr><tr><td>Entre 3 et 4 ans</td><td>11%</td></tr><tr><td>Entre 4 et 5 ans</td><td>14%</td></tr><tr><td>Entre 5 et 6 ans</td><td>17%</td></tr><tr><td>Entre 6 et 7 ans</td><td>20%</td></tr><tr><td>Entre 7 et 8 ans</td><td>23%</td></tr><tr><td>Entre 8 et 9 ans</td><td>26%</td></tr><tr><td>Entre 9 et 10 ans</td><td>29%</td></tr></table>	Durée résiduelle	Coefficient Taux	Entre 0 et 1 an	2%	Entre 1 et 2 ans	5%	Entre 2 et 3 ans	8%	Entre 3 et 4 ans	11%	Entre 4 et 5 ans	14%	Entre 5 et 6 ans	17%	Entre 6 et 7 ans	20%	Entre 7 et 8 ans	23%	Entre 8 et 9 ans	26%	Entre 9 et 10 ans	29%	6% Ou 600 bps	<table><tr><th>Durée initiale</th><th>Coefficient Change</th></tr><tr><td>Entre 0 et 1 an</td><td>6%</td></tr><tr><td>Entre 1 et 2 ans</td><td>18%</td></tr><tr><td>Entre 2 et 3 ans</td><td>22%</td></tr><tr><td>Entre 3 et 4 ans</td><td>26%</td></tr><tr><td>Entre 4 et 5 ans</td><td>30%</td></tr><tr><td>Entre 5 et 6 ans</td><td>34%</td></tr><tr><td>Entre 6 et 7 ans</td><td>38%</td></tr><tr><td>Entre 7 et 8 ans</td><td>42%</td></tr><tr><td>Entre 8 et 9 ans</td><td>46%</td></tr><tr><td>Entre 9 et 10 ans</td><td>50%</td></tr></table>	Durée initiale	Coefficient Change	Entre 0 et 1 an	6%	Entre 1 et 2 ans	18%	Entre 2 et 3 ans	22%	Entre 3 et 4 ans	26%	Entre 4 et 5 ans	30%	Entre 5 et 6 ans	34%	Entre 6 et 7 ans	38%	Entre 7 et 8 ans	42%	Entre 8 et 9 ans	46%	Entre 9 et 10 ans	50%
Durée résiduelle	Coefficient Taux																																															
Entre 0 et 1 an	2%																																															
Entre 1 et 2 ans	5%																																															
Entre 2 et 3 ans	8%																																															
Entre 3 et 4 ans	11%																																															
Entre 4 et 5 ans	14%																																															
Entre 5 et 6 ans	17%																																															
Entre 6 et 7 ans	20%																																															
Entre 7 et 8 ans	23%																																															
Entre 8 et 9 ans	26%																																															
Entre 9 et 10 ans	29%																																															
Durée initiale	Coefficient Change																																															
Entre 0 et 1 an	6%																																															
Entre 1 et 2 ans	18%																																															
Entre 2 et 3 ans	22%																																															
Entre 3 et 4 ans	26%																																															
Entre 4 et 5 ans	30%																																															
Entre 5 et 6 ans	34%																																															
Entre 6 et 7 ans	38%																																															
Entre 7 et 8 ans	42%																																															
Entre 8 et 9 ans	46%																																															
Entre 9 et 10 ans	50%																																															

Pour s’assurer du caractère conservateur de cette méthode, l’exposition sur dérivés est recalculée périodiquement selon la méthode réglementaire « mark to market positif + add-on » présentée ci-dessous :

Méthode « mark to market positif + add-on » :

Cette méthode est basée sur la méthode règlementaire dite des grands risques. L’exposition sur produits dérivés (taux et change), est calculée comme la somme des pertes potentielles, calculées sur la base de la valeur de remplacement des contrats réalisés avec la contrepartie sans compensation avec les gains potentiels, augmentée d’un « add-on » représentant le risque potentiel futur. Ce risque futur est déterminé par la réglementation bancaire française (règlement (UE) n° 575/2013 du parlement européen et du conseil du 26 juin 2013 article 274) comme suit :

Durée résiduelle	Contrats sur taux d'intérêts (En % du nominal)	Contrats sur taux de change et sur l'or (En % du nominal)
<= 1 an	0 %	1 %
1 an < durée <= 5 ans	0,50 %	5 %
> 5 ans	1,50 %	7,50 %

Selon la méthode forfaitaire, il s’élève à 234,9 millions d’euros au 31 décembre 2024, contre 188 millions d’euros au 31 décembre 2023. Selon la méthode « mark to market positif + add on », l’équivalent risque de contrepartie s’élève à 54,3 millions d’euros au 31 décembre 2024, contre 26,3 millions d’euros au 31 décembre 2023. Ces montants ne concernent que des établissements de crédit. Ils ont été déterminés sans prendre en compte les accords de compensation conformément à la méthodologie décrite ci-dessus.

RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social.